



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°69 (N°151) – 1,50 €

24 MAI 2018

**GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**

Alors que les cheminots tentent avec acharnement de combattre en défense de leur statut,

Pour enrayer la spirale des défaites et ouvrir une issue, il faut imposer la rupture des dirigeants syndicaux avec le gouvernement !

Macron : arrogance et soumission

« No chance! ». Il n'y aucune possibilité que je recule sur les réformes : voilà ce que Macron sûr de lui a répondu au journaliste de *Fox News* (média américain proche du Parti républicain) le 23 avril dernier. Le ton est celui de l'arrogance face au prolétariat de France. La même arrogance à l'égard de ceux « *qui pensent que le sommet de la lutte, c'est de garder leurs 50 euros d'APL* » au moment où Macron, dans un acte de provocation délibérée visant à indiquer de manière ostentatoire pour qui il gouverne, décide d'abolir l'« exit tax », véritable invitation à l'évasion fiscale ! Mais chacun le sait, la morgue envers les faibles (ou plutôt ceux qui sont rendus faibles par leurs propres dirigeants) s'accompagne toujours de la veulerie envers les puissants.

Trump vient de décider de « déchirer » l'accord sur le nucléaire avec l'Iran. On lira plus bas le véritable mobile de cette décision. La visite de Macron lui a permis de préparer cette annonce. Car la position que Macron y a défendue constituait un pas d'importance dans le sens de la position américaine. À l'inverse de ce que déclaraient encore il y a quelques mois les dirigeants de l'UE en défense de l'accord, Macron a affirmé que l'accord devait « être complété » et qu'en particulier devaient être imposées de nouvelles conditions au régime iranien - extension au delà de 2025 de

l'interdiction des recherches nucléaires, interdiction faite à l'Iran de disposer de missiles balistiques, etc.-. Il a donc lui-même indiqué que l'accord était caduc, offrant ainsi une justification à la décision de Trump. Il l'a fait au détriment même des intérêts de certaines firmes capitalistes françaises – Total, Renault, PSA par exemple – qui entendaient utiliser l'accord pour s'implanter ou se réimplanter sur le territoire iranien. Car la décision américaine s'accompagne d'une injonction sous forme de diktat : toute entreprise ne respectant pas la décision américaine de rétablissement des sanctions économiques contre l'Iran subira les mêmes mesures de rétorsion.

Cette soumission s'inscrit dans la ligne d'autres prises de position récentes parmi lesquelles l'association française aux bombardements en Syrie ou encore le plein soutien à la barbare intervention de l'Arabie saoudite au Yémen qui, avec de l'armement français, bombarde quotidiennement hôpitaux et écoles, rase des villages entiers. Ce soutien a été encore récemment affirmé à l'émir d'Arabie saoudite reçu en grande pompe à Paris. Or l'intervention de l'Arabie saoudite – à nouveau allié privilégié des USA - se fait en collaboration complète avec Trump qui y voit un terrain privilégié de l'affrontement avec l'Iran.

La décision de Trump de rompre l'accord nucléaire avec l'Iran

Sans doute, il y a à l'évidence une crise au sommet de l'administration américaine. Trump n'était pas le premier choix de la bourgeoisie américaine. Lorsque l'ancien dirigeant du FBI écrit que « *Trump est incapable d'être président pour des raisons morales* », il n'est pas certain qu'il ne pense qu'au goût immodéré de ce dernier pour les prostituées. C'est plutôt qu'il n'est pas bon que la principale

puissance impérialiste soit dirigée par un homme aux décisions imprévisibles et aux déclarations intempestives. Mais la bourgeoisie américaine dans l'immédiat doit faire avec. Et sur un certain nombre de questions, il est certain que la politique de Trump a l'assentiment d'une large partie de celle-ci.

(Suite page 2)

Sommaire :

• ÉDITORIAL	P.1
• COMPRENDRE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE	P.9
• SUPPLÉMENT À C.P.S. (20 AVRIL 2018)	P.16
• SUPPLÉMENT UNIVERSITÉS (20 AVRIL 2018)	P.19
• LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S.	P.21
• VERS LA LIQUIDATION FINALE DU PARTI SOCIALISTE ?	P.23
• BRÉSIL : L'ARRESTATION DE LULA ET LE TOURNANT MILITARO-POLICIER PRIS PAR LE RÉGIME BRÉSILIEN.....	P.32
• PALESTINE : HALTE AU MASSACRE DU PEUPLE PALESTINIEN ! À BAS L'ÉTAT D'ISRAËL !	P.35

C'est le cas au Moyen-Orient. La décision de Trump de « déchirer l'accord nucléaire » et de rétablir les sanctions intervient après les frappes aériennes contre la Syrie. Les frappes aériennes se sont faites sous couvert de riposte au recours aux armes chimiques. Pour ceux qui prendraient cette fable au sérieux, est-il nécessaire de rappeler les bombardements américains au napalm de villages entiers pendant la guerre du Vietnam ? Ces frappes étaient en réalité dirigées contre l'Iran. Les bombardements israéliens visaient quant à eux explicitement des cibles iraniennes.

Cela signifie que l'administration Trump réaffirme l'objectif de laver l'affront subi en Iran en 1979, et d'effacer la défaite humiliante qu'a représenté le renversement du régime du shah qui lui était entièrement dévoué. Certes, le régime des ayatollahs entièrement réactionnaire a évité ce qui eût été pour la bourgeoisie mondiale le pire, à savoir la victoire en Iran de la révolution prolétarienne dont existaient les prémices. Il n'empêche que le régime des ayatollahs souffre d'un « péché originel ». Il est né d'une défaite de

l'impérialisme, même si les masses ont été frustrées de leur victoire. Il doit donc être renversé. Tout le reste relève de la mise en scène, telle la grotesque exhibition par Netanyahu des « preuves » de l'armement nucléaire iranien. L'histoire bégaie et dans un but similaire – la liquidation alors du régime de Saddam Hussein – on se rappelle des « preuves » exhibées par Colin Powell de l'existence d'« armes de destruction massive » irakiennes !

L'Arabie saoudite, comme Israël poussent en effet de parfaite connivence dans le sens de ce renversement. Quant à la Palestine, Trump comme Netanyahu jugent que les accords de Washington, Oslo ont fait leur office, ont suffisamment désarmé politiquement les masses palestiniennes, et que l'on peut passer à une autre étape : fixer l'objectif d'un seul État, l'État d'Israël. Cela suppose l'amplification de la terreur et des massacres comme les manifestations à la frontière de Gaza en donnent l'opportunité. Nous renvoyons nos lecteurs au communiqué Palestine de notre Groupe publié dans ce numéro de CPS.

Iran, Corée : même méthode, mêmes objectifs

C'est la même volonté d'effacer les échecs antérieurs qui explique la politique de Trump en Corée. En 1950, l'impérialisme US avait dû renoncer à son objectif d'installation d'un régime à sa botte sur toute la péninsule. Mais le régime stalinien de Corée du Nord savait que sa survie dépendait de sa possibilité de maintenir la menace nucléaire. Il n'en a aujourd'hui plus les moyens. Les mêmes « négociations » sur le modèle iranien sont en cours. Dans le même temps, le gouvernement Abe au Japon est en passe de faire sauter les barrières constitutionnelles à son réarmement. Le but des « négociations » en Corée ne peut être autre chose que la liquidation du régime de Kim Jong Un au profit de l'impérialisme. Le seul élément qui peut enrayer cet ordonnancement consisterait dans l'irruption des masses tant en Corée qu'au Japon et en Chine. Cette irruption mettrait à l'ordre du jour l'unification de la Corée sur la base de l'expulsion de l'impérialisme US de la partie sud, du

renversement, non par l'impérialisme mais par le prolétariat du régime de terreur bureaucratique au Nord pour l'instauration de la république des soviets dans toute la Corée, dans la perspective des États Unis socialistes d'Extrême-Orient.

Certes le mouvement des masses n'en est pas là. Mais en Corée, l'aspiration à l'unification comme au départ des troupes US au Sud demeure profonde. Le prolétariat de la partie sud a par ailleurs non seulement une puissance objective considérable, mais aussi une forte tradition de combat de classe. Et au Japon même, les possibilités d'un combat des masses, notamment de la jeunesse contre la remilitarisation du pays, existent. Toute la question, là comme ailleurs, demeure celle d'une direction politique à même de mener ses combats à bien, autrement dit celle du parti révolutionnaire.

Europe et Amérique

La veulerie de Macron à l'égard de Trump ne signifie pas l'absence d'intérêts contradictoires entre l'impérialisme US et la bourgeoisie française. Si rétrécie que soit sa part sur le marché mondial, si réduite soit la place de l'impérialisme française, Macron n'a pas renoncé à les défendre lors de sa visite aux États-Unis. Mais sur les questions où à l'évidence la politique de Trump entre en contradiction avec les intérêts de la bourgeoisie française, Trump a superbement ignoré les jérémiades de Macron, laissant ce dernier périr à la Chambre des représentants sans même faire semblant de lui faire la moindre concession : c'est le cas quant aux menaces de taxation des produits européens – en particulier l'acier – à l'importation sur le sol américain.

De toute façon, ce sont des choses qui se discutent avec des gens qui comptent pour quelque chose, ce qui n'est visiblement pas le cas du représentant de la malingre bourgeoisie française.

Le faste avec lequel Trump a reçu Macron a contrasté avec l'extrême modestie de la réception de Merkel quelques jours plus tard. Mais il ne faut pas s'y tromper. L'ampleur des frais de réception de l'un puis de l'autre est inversement proportionnelle à leur importance réelle. Le problème majeur de la bourgeoisie américaine, ce n'est certainement pas

principalement la France. Ce sont les automobiles et les machines-outils allemandes qui prennent une place toujours plus grande sur le marché américain. C'est contre la bourgeoisie allemande que sont dirigées les mesures protectionnistes américaines (à supposer que Trump puisse les mettre en oeuvre jusqu'au bout). Trump agite Macron comme une marionnette sous le nez de Merkel. Quant à celle-ci, elle ne se paye pas de mots et ne joue pas la comédie des grandes embrassades : « *Le président (Trump) décidera* », a-t-elle dit sobrement en sortant de l'entrevue. Ce n'est sans doute pas la guerre commerciale généralisée ; mais c'est au moins la paix armée...

Mais il n'est pas certain que ces mesures protectionnistes s'appliquent car elles se heurtent à une sérieuse opposition dans la classe dominante US elle-même. D'où le report d'un mois de la mesure de taxation de l'acier européen. Les patrons de l'automobile américains sont plus que réservés sur cette taxation qui pourrait avoir pour effet de renchérir leurs coûts... et donc accentuerait la présence de véhicules d'origine étrangère sur le sol américain.

Sur cette question, la bourgeoisie américaine est à vrai dire profondément divisée.

Macron : impuissance à rétablir la situation du capitalisme français...

Répétons-le : dans ce combat planétaire de l'impérialisme pour écraser sous sa botte les masses des pays dominés, l'impérialisme français ne peut prétendre à jouer dans le meilleur des cas qu'un rôle de force d'appoint. Même les grandes envolées oratoires, telles que celles auxquelles se livrait encore Villepin en 2003 à l'ONU pour un sursis avant l'intervention militaire en Irak, ne sont plus de saison. Ce qu'exprime le quasi-alignement de Macron derrière Trump sur l'Iran, comme les rebuffades qu'il essuie régulièrement de la part de l'Allemagne dans ses propositions de réforme de l'UE, c'est la réalité crue des rapports des forces économiques et de l'insigne faiblesse du capitalisme français dans le cadre de ces rapports.

On lira dans ce numéro de *CPS* une appréciation d'ensemble de la situation économique. En ce qui concerne la France, les numéros précédents de notre bulletin indiquaient que si, dans les derniers semestres, une maigre croissance semblait avoir succédé à la stagnation, elle était accompagnée d'une accentuation de la dégradation de la part relative du capitalisme français sur l'arène mondiale, dont l'indice le plus sûr était l'augmentation du déficit du commerce extérieur.

Mais comme dans toute l'Europe, cette maigre croissance elle-même semble avoir disparu en France sans qu'on puisse faire de pronostic sur la suite. *Le Monde* indique : « *Le Produit intérieur brut (PIB) qui avait progressé de 0,7 % à la fin de l'année précédente plafonne à 0,3 % pour les trois premiers mois de 2018... La production manufacturière tombe dans le rouge, à -1,1 %, après +1,5 % au quatrième trimestre...* »

Le gouvernement se flatte d'être passé au-dessous des 3 % de déficit budgétaire à 2,6 %. Il l'a fait, lui et le précédent, au prix de l'étranglement des collectivités locales, des fermetures de lits d'hôpitaux, du quasi-blocage des salaires des fonctionnaires, de la baisse de leur pouvoir d'achat, de la réduction des APL, de l'ensemble des mesures anti-ouvrières déjà actées en 2017. Mais il faut ajouter que cette baisse du déficit s'accompagne d'une augmentation persistante du montant de la dette. Cette dette, qui atteint 97 % du PIB, quand celle de l'Allemagne est de 65 %, n'a jamais été aussi élevée.

Pour le gouvernement Macron, c'est la quadrature du cercle. Il faut alléger toujours plus l'impôt sur le capital, au nom de la compétitivité. Il faut augmenter le budget militaire, pour assumer la défense des positions de l'impérialisme français. En sorte que malgré les attaques de toute sorte contre les budgets sociaux, la dette continue à enfler...

S'il fallait un concentré et un symbole de la déconfiture du capitalisme français, on pourrait le trouver dans la situation de Bolloré. On apprend à propos de sa mise en examen ce qu'on savait déjà : le marché des ports de Conakri et Lomé a été obtenu par Bolloré moyennant la prise en charge des campagnes « électorales » d'Alpha Condé en Guinée et de Faure Gnassingbe au Togo, qui ont en commun de faire tirer à balles réelles sur les manifestants et de mettre les urnes électorales sous le contrôle sans doute plus sûr des militaires. Toujours est-il que l'explosion du « scandale » met à mal les positions de Bolloré en Afrique. Ses ennuis ne s'arrêtent pas là, puisqu'il vient de se faire expulser d'une position qu'il croyait acquise en Italie avec la perte de contrôle de Telecom Italia au profit du fonds d'investissement américain Elliot.

Pour en revenir à la situation d'ensemble, « *la principale inquiétude – toujours selon *Le Monde* – vient du niveau de la consommation... Cette frilosité des ménages s'explique notamment par la contraction du pouvoir d'achat.* »

Quelle surprise ! Et dans le détail, cette « frilosité » – expression admirable ! – touche d'abord l'alimentation. Il s'agit donc bien de la consommation des masses populaires au point que les grandes surfaces, constatant une baisse sensible des achats alimentaires durant la dernière quinzaine du mois, ont décidé... d'ouvrir leurs crédits à la consommation à ces produits. Telle est la réalité de la situation matérielle d'une large partie du prolétariat. Quant au chômage, rien de nouveau dans les annonces faites sur la « baisse du chômage ». *Le Journal du Net* donne les chiffres de la DARE : « *au premier trimestre 2018, pour l'ensemble des catégories dans la France entière, le nombre de chômeurs atteint 6 592 100 personnes contre 6 627 100 personnes au trimestre précédent, soit une baisse de 0,5 %.* »

La variation est donc insignifiante et la réalité celle d'un chômage de masse.

...et contre-réformes en rafales : les contre-réformes en cours.

Plus le gouvernement se révèle impuissant à redresser la situation du capitalisme français, plus il met de frénésie dans l'accumulation des contre-réformes. La contre-réforme de liquidation du statut des cheminots occupe bien sûr une place centrale, ne serait-ce que parce qu'elle conditionne largement le succès des suivantes (voir plus bas).

Sans prétendre à l'exhaustivité, essayons de faire le bilan des contre-réformes en cours d'une part, et programmées de l'autre (voir plus loin).

- Sélection à l'université : après Parcoursup, qui vise à interdire l'accès des jeunes d'origine populaire à l'université, la réforme de la licence, actuellement en « concertation » qui vise à la fois à l'expulsion de dizaines de milliers d'étudiants et à la destruction de la licence comme diplôme national pour en faire un diplôme local à valeur variable, étroitement inféodé dans son contenu aux exigences du patronat local (voir le supplément *CPS Universités* dans ce bulletin).

- Liquidation du baccalauréat comme diplôme national, premier grade universitaire, réforme du lycée réduisant massivement les heures de cours et organisant la fusion des

matières au mépris des contenus disciplinaires et de la qualification des professeurs. D'après le SNES (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire), la réforme a pour conséquence une réduction de 10 % des heures et donc des postes. Les différents décrets et arrêtés ont été soumis aux instances de « dialogue social », en particulier au Conseil Supérieur de l'Éducation auquel ont participé toutes les directions syndicales, proposant des « amendements » à la contre-réforme. La direction du SNES n'a pu éviter qu'au congrès national de ce syndicat, soit prise une position pour l'abrogation de cette contre-réforme. Elle se contente... de ne pas publier auprès des enseignants cette prise de position !

- Apprentissage et formation professionnelle : mise sous la coupe du patronat de l'enseignement technique et professionnel et asphyxie des Lycées Professionnels. Il se confirme que ceux-ci ne bénéficieront plus de la taxe d'apprentissage. Les ouvertures et implantations des CFA (Centre de formation des apprentis) sont à la discrétion du patronat local. La régionalisation des CIO (Centre d'Orientation), mesure sur laquelle en 2003 le gouvernement

avait dû reculer, est actée. La formation professionnelle fait désormais l'objet d'un compte personnel. Autrement dit, les garanties collectives disparaissent. Elle est par ailleurs « monétisée », ce qui signifie une réduction massive des droits, puisque le barème horaire fixé est très en-dessous du coup horaire réel de la formation. Mais il est précisé que rien n'interdit au salarié... de s'offrir lui-même la formation en dehors de son temps de travail. En clair, il appartient au travailleur d'assurer à ses frais, au moins en partie, son « employabilité ». Les dirigeants syndicaux se plaignent beaucoup du fait que le projet de loi final ne correspond pas à l'« accord des partenaires sociaux ». Mais ils se sont prêtés à une concertation, dont tout le monde savait où elle menait, jusqu'au bout.

- Assurance-chômage : l'indemnité chômage cesse en réalité d'être un droit. Le gouvernement aura désormais toute latitude pour en modifier le montant par décret (montant qui était précédemment garanti par accord conventionnel et ne pouvait être modifié en dehors de la renégociation de la convention). La suppression pure et simple de l'allocation pour ceux qui ont un « travail occasionnel » est envisagée.

- Réforme de la justice : fusion des tribunaux d'instance et de grande instance, « numérisation » ou traitement administratif de litiges qui passaient précédemment devant le juge, donc remise en cause du droit des justiciables.

- Loi asile-immigration : une place particulière doit être attribuée à cette loi infâme qui vise à l'expulsion accélérée des demandeurs d'asile. Nous renvoyons à l'analyse qui en a été faite dans le numéro précédent de CPS (n° 68 du 1^{er} mars). Collomb en a donné le sens dans des termes empruntés

au Front national : « *Certaines régions sont submergées par l'immigration* ». Il est utile de le rappeler aux dirigeants du PS, du PCF, des syndicats qui appelaient à voter Macron il y a un an... pour nous protéger de la politique anti-migrants de Marine Le Pen! L'Assemblée nationale et le groupe LREM se sont longuement livrés à la comédie des amendements. Mais les enfants seront bien maintenus 90 jours en rétention administrative avant expulsion – autrement dit, la loi prévoit l'emprisonnement des enfants - « *pour ne pas être séparés de leurs parents* » ! . On ne saurait aller plus loin dans l'ignominie. On a aussi voulu nous faire croire que le « *délit de solidarité* » – qui autorise la poursuite des militants qui viennent en aide aux migrants – avait disparu de la version finale de la loi. C'est faux, puisque le délit est maintenu pour tous ceux qui situent leur aide aux migrants dans une perspective militante. Même le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a condamné la loi !

Quelle réaction à cette loi ignoble ?

« *Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés lundi aux abords de l'Assemblée nationale pour dénoncer le controversé projet de loi asile et immigration, dont l'examen par les députés doit débiter en fin de journée.*

Rassemblés à proximité du Palais-Bourbon, les manifestants emmenés notamment par la Cimade ou la Ligue des droits de l'Homme ont donné de la voix pour dénoncer une « loi liberticide », indique Le Parisien du 15 avril. Autrement dit, à peu près rien. La responsabilité est claire : contre cette infamie, les directions syndicales, le PS, le PCF n'ont pas bougé le petit doigt !

... et contre-réformes programmées

Macron a prévenu s'agissant des réformes : « *Cela ne s'arrêtera ni demain, ni le mois prochain, ni dans trois mois* ». À peine un train de réformes est-il adopté, qu'un autre se profile :

- Projet de loi « sur le secret des affaires ». Au nom de la préservation des secrets de fabrication, de l'innovation et de la propriété intellectuelle, les journalistes, scientifiques ou autres qui rendraient publics les effets nocifs pour la santé publique, par exemple, de la mise sur le marché de certains produits, ou qui rendraient publics la mise en danger des travailleurs dans les entreprises du fait de leurs conditions de travail relèveraient de poursuite pénales. Ainsi, les laboratoires Servier qui ont compromis gravement la santé de milliers de patients avec le Mediator, ne seraient plus en situation d'accusés mais... de plaignants. La liberté du capital de réaliser ses profits en empoisonnant ceux qui consomment ses marchandises, et en écourtant la vie des ouvriers doit être totale ! La loi doit être soumise prochainement à l'Assemblée en « procédure accélérée ».

- Projet de loi PACTE sur la base du rapport Sénart (patron de Michelin)/Notat (ex-dirigeante CFDT) : développement de l'épargne retraite (cheval de Troie contre le système de retraite par répartition), exonération du 1 % logement pour certaines entreprises, remise en cause des « seuils sociaux » définissant les obligations légales en matière de représentants du personnel – dans la lignée des ordonnances Travail -, augmentation de la « participation », c'est-à-dire de la part du salaire conditionnée aux résultats de l'entreprise, et peut-être augmentation de la présence des salariés dans les Conseils d'administration, vers la cogestion.

- Projet de réforme constitutionnelle. Ce qui importe vraiment à Macron dans ce projet, c'est la réduction de l'Assemblée nationale à l'état de « parlement croupion » bien

plus encore qu'il ne l'est aujourd'hui. La Ve République s'est édifiée sur les ruines du régime parlementaire de la IVe République. Toute une série d'articles (le fameux article 49ter par lequel le gouvernement engageant sa responsabilité peut faire adopter une loi sans vote, l'article 40 qui interdit tout amendement budgétaire entraînant une dépense nouvelle, le droit de dissolution, l'article 16 par lequel le Président peut s'arroger les pleins pouvoirs, etc.) visent à assurer la suprématie de l'exécutif. Il n'empêche que de Gaulle n'a pu aller jusqu'au bout de ce qu'il voulait faire dans sa subordination de l'Assemblée nationale. Le gouvernement a encore besoin de la couverture parlementaire pour gouverner. En ce sens, l'Assemblée nationale peut être le lieu contre lequel se concentre la force de l'ensemble du prolétariat et de la jeunesse contre tel ou tel projet du gouvernement comme on l'a vu encore en 1986 où, à travers de puissantes manifestations à l'Assemblée, les étudiants avaient arraché le retrait du projet de loi Devaquet.

C'est là une limite au pouvoir du Bonaparte que Macron entend bien effacer. Le cœur du projet de réforme constitutionnelle consiste donc à limiter encore les pouvoirs de l'Assemblée et des députés : limitation du droit d'amendement, possibilité pour le gouvernement de modifier l'ordre du jour de l'Assemblée pour lui imposer en urgence la discussion d'un projet de loi gouvernemental, etc. Le gouvernement, pour faire passer sa réforme, a besoin du soutien de la majorité LR du Sénat, car il lui faut un vote de trois cinquièmes des députés et sénateurs rassemblés. Peut-être sera-t-il amené pour obtenir ce résultat à renoncer à des aspects pour lui secondaires de la réforme, telle la réduction du nombre de députés et sénateurs ?

- Liquidation du statut de la Fonction publique (voir plus bas).

• Projet de réforme des retraites. La concertation avec les directions syndicales a commencé le 16 avril sous la houlette de Delevoye, ancien ministre de Raffarin, le ministre de la Fonction publique qui a mis en œuvre le passage de 37,5 à 40 annuités pour les fonctionnaires. Un homme qui a des références donc !

S'agissant de la « retraite à points », tout est dans cette citation de Delevoye lui-même : « *Le vrai sujet, c'est que le système de demain soit adaptable soit aux périodes de tempêtes soit aux périodes de croissance... Et que nous puissions sans psychodrame, avoir cette période d'adaptation* ». En termes clairs, dans le système de « retraite à points », le montant de la retraite dépend du nombre de points, mais la valeur du point n'est pas garantie, variant

selon des paramètres divers. Autrement dit, c'est la fin de toute garantie de montant de retraite. Et au nom de l'égalité, la liquidation de ce qui reste des régimes spéciaux, du code des pensions de la Fonction publique, etc.

C'est donc en toute connaissance de cause que les dirigeants se rendent à cette concertation. Thibault ancien secrétaire général de la CGT, auditionné au Sénat, peut plus librement que les dirigeants en exercice livrer la clé de la concertation : « *Si on refuse d'envisager de manière très active une association très étroite des salariés, de leurs représentants sur le type de mesures à envisager (...) on prend des risques.* » On ne saurait être plus explicite.

Liquidation du statut des cheminots : un art consommé de la trahison des dirigeants syndicaux

Dans le supplément CPS du 20 avril, nous écrivions : « *Il faut dire la vérité. Si les cheminots n'arrivent pas à briser le carcan dans lequel ils sont enfermés par les directions syndicales, ils sont condamnés à être vaincus.* »

Cela reste vrai aujourd'hui, à ceci près que chaque jour qui passe rend cette possibilité de briser le carcan plus difficile à réaliser. Nous renvoyons nos lecteurs à la description des trois éléments de ce carcan : exclusion délibérée des mots d'ordre des appareils syndicaux des vraies revendications des cheminots, en particulier de celui-ci : défense inconditionnelle du statut, concertation en continu pour une « bonne » réforme de la SNCF, organisation méthodique de l'épuisement des cheminots à travers la tactique des « grèves perlées ».

Depuis, la politique de trahison, pour appeler les choses par leur nom, a connu de nouveaux développements. Les dirigeants syndicaux ont frauduleusement présenté comme une victoire l'acceptation par Philippe de prendre le relais de Borne pour la concertation. Philippe a martelé le cadre de ladite concertation : « *il y a des choses non négociables : la mise en concurrence, la transformation de la société en société anonyme, la fin du recrutement sous statut. Nous ne reviendrons pas sur la loi adoptée à une très large majorité à l'Assemblée nationale* ».

Par contre, a dit Philippe, restent beaucoup de choses à discuter : « *l'amélioration du fonctionnement de l'entreprise* » « *la polyvalence* » et aussi « *la convention collective du rail* » et « *l'accord d'entreprise* ».

C'est ce cadre que les dirigeants syndicaux ont totalement assumé. Tout le monde comprend par exemple que si les cheminots sont désormais soumis à une convention collective du rail, cela signifie qu'il n'y a plus de statut des cheminots de la SNCF. Et alors qu'à la sortie de la réunion de concertation, Philippe maintenait tout, Laurent Brun, le secrétaire de la CGT Cheminots déclarait à France Info le 7 mai :

« *Le Premier ministre a confirmé aujourd'hui que c'était lui qui reprenait le dossier. C'est un élément pour nous très positif. Il a fait des ouvertures concernant les sujets périphériques comme la dette et la convention collective* ».

Donc Laurent Brun accepte la liquidation du statut et son remplacement par une convention collective du rail, et le communiqué officiel de la fédération CGT croit bon de préciser :

« *Les cheminots l'ont bien compris. Face à un gouvernement et une direction SNCF qui ont déclaré les hostilités et décidé d'en finir une fois pour toute avec le service public ferroviaire, ils se sont mis en ordre de marche pour gagner le rapport de force dans l'entreprise et la bataille de l'opinion*

publique.

Lucides, sereins et déterminés, ils agissent non pas pour défendre le statu quo mais pour développer le service public ferroviaire, dans l'intérêt de tous, avec les moyens nécessaires à son bon fonctionnement. »

Pas de défense du statu quo, cela signifie sans jeu de mot pas de défense du statut tout court.

Sur cette orientation, la direction de la CGT, qui donne le la, a entraîné l'ensemble des directions syndicales. Et c'est dans l'« unité » que les appareils ont fait une nouvelle trouvaille. La solution serait dans un « referendum d'entreprise ». Faute d'avoir convaincu gouvernement et direction de la SNCF de l'organiser, les appareils syndicaux ont décidé de l'organiser eux-mêmes. Notons-le : cela signifie que les appareils syndicaux reprennent - en le modifiant à peine - un dispositif phare des ordonnances Macron : le recours au « referendum » pour décider de la légitimité des revendications en lieu et place des syndicats et des assemblées de travailleurs.

Cette proposition a été saisie au bond par Coquerel député de la France insoumise qui, lui, a proposé un referendum national sur la même question. Il s'agit clairement d'une opération visant à museler l'indépendance de classe du prolétariat définissant lui-même ses revendications et ses modes d'action par le recours à la « vox populi », toutes classes confondues. Le caractère réactionnaire de ce genre de proposition apparaît immédiatement quand, à sa suite, un député LR a proposé un referendum... sur l'accueil des migrants !

Mais cette initiative répond également à un besoin immédiat des directions syndicales. Ce n'est pas un hasard si elle intervient après les réunions où le Premier ministre Philippe a indiqué qu'il s'agit d'en passer maintenant à la négociation de la convention collective des transports publics et de l'accord d'entreprise de la SNCF. La question posée aux cheminots dans le referendum, « *êtes-vous pour ou contre la réforme ?* », n'est pas seulement grotesque après le nombre élevé de journées de grèves où les cheminots ont affirmé très clairement leur volonté de combat malgré le cadre pourri de la grève perlée. C'est avant tout un écran de fumée destiné à masquer, sous une formulation qui évite une nouvelle fois de se prononcer pour la défense du statut, la participation annoncée des directions syndicales aux négociations sur la convention collective et l'accord d'entreprise, c'est-à-dire leur prise en charge directe de la liquidation du statut.

Les appareils syndicaux doivent masquer et truquer car, comme l'explique avec cynisme un dirigeant syndical cité anonymement par Le Monde du 29 avril : « *le deuil du statut n'est pas encore fait* ».

Le fait que malgré les épouvantables conditions dans

lesquelles sont mis les cheminots la participation à la grève « perlée », même si elle ne peut que s'affaiblir, des catégories décisives de cheminots – en particulier les conducteurs – demeure majoritaire à ce jour est significatif. En s'exprimant

ainsi, cet apparatus indique à la fois ce à quoi les cheminots ne peuvent se résoudre ; et en même temps, il indique très exactement la fonction de la tactique des grèves perlées et du referendum : accompagner le « deuil » du statut !

Fonction publique : concertation et journée d'action

Derrière la mise à mort du statut des cheminots, se profile celle du statut de la Fonction publique. C'est un projet d'ensemble défendu explicitement par Macron : en finir avec la « société du statut ».

Le numéro précédent de CPS (n°68 du 1^{er} mars) analyse les quatre termes de ce projet de liquidation : recours au contrat et non plus recrutement par concours, salaire au mérite et individualisation des rémunérations, organisation de la « mobilité » des fonctionnaires... hors de la Fonction publique, remise en cause des CAP (commissions administratives paritaires) contrôlant justement le respect des dispositions statutaires appliquées à la carrière de l'agent. C'est ce projet PAP (Plan action publique) 22 qui est soumis à la concertation des dirigeants syndicaux.

L'objectif de destruction du statut alloué à la concertation est tellement transparent que les dirigeants syndicaux se sont vus dans l'obligation de faire des manières quant à leur participation. Le gouvernement a donc soumis deux versions successives nouvelles du texte constituant le tableau de marche de la concertation. Mais personne – pas même le bureaucrate syndical le plus complaisant avec le gouvernement – ne peut expliquer en quoi la troisième version diffère de la première, la totalité des objectifs gouvernementaux étant maintenue.

Mais après la troisième version, fin des contorsions et du chipotage ! L'impératif de la collaboration avec le gouvernement doit primer. Toute honte bue, tous les dirigeants syndicaux se sont engagés dès le 9 avril dans la concertation.

La revue *Acteurs Publics* s'en félicite : « Enfin, diront

certaines. Après plusieurs semaines de tergiversations et la présentation de trois moutures du document d'orientation, les discussions sur la réforme du cadre statutaire des agents publics ont officiellement débuté lundi 9 avril. Au programme : la réunion d'ouverture du premier chantier de la concertation, relatif aux instances de dialogue social, présidée par le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, Olivier Dussopt. »

Pour couvrir et accompagner leur participation, les dirigeants syndicaux appellent ensemble à la troisième journée d'action depuis octobre le 22 mai. Dans l'appel à cette journée d'action, ils n'ont pu éviter d'évoquer les attaques programmées contre le statut – qu'ils occultaient dans les appels aux journées d'action précédentes. Cette journée est précédée d'un « rassemblement à Bercy » le 15 mai explicitement sur le terrain du soutien à la concertation : « D'ores et déjà, elles appellent à un rassemblement devant Bercy le 15 mai à midi à l'occasion de l'ouverture du chantier consacré au recours au contrat. »

L'appel exclut délibérément tout mot d'ordre de retrait du PAP 22. Il dit même très explicitement le contraire puisqu'« elles [les organisations syndicales, ndlr] appellent le Gouvernement à être extrêmement vigilant sur les suites à donner au futur rapport du Comité Action Publique 2022. »

Quelle que soit la participation des fonctionnaires à cette journée – il faut compter avec la lassitude des fonctionnaires qui ont pu constater que les deux précédentes journées n'avaient rien changé au plan du gouvernement –, le 22 mai n'ouvre pas la moindre perspective aux fonctionnaires sur l'objectif de défense de leur statut.

Air France : gouvernement et direction malgré un échec sévère restent dressés contre les revendications

La proposition de referendum à la SNCF était directement inspirée de ce qui vient de se passer à Air France. Le patron d'Air France, avec le soutien appuyé du ministre Le Maire au nom du gouvernement, anticipant sur la mise en œuvre des ordonnances Macron – la possibilité qu'elle donne d'opposer à la position majoritaire des syndicats un referendum patronal –, avait organisé un referendum sur ses propositions salariales. Outre l'aumône de 2 % pour l'année en cours, celles-ci consistaient à conditionner toute augmentation salariale aux résultats de l'entreprise. Il s'agissait bien par ce referendum d'écraser les syndicats et leur légitimité à définir les revendications des travailleurs. Mais l'arme anti-ouvrière s'est retournée contre le patron. Avec plus de 55 % de Non, le patron Janailac a essuyé un revers cinglant. Ce rejet a été

particulièrement net dans les couches les plus exploitées (personnels au sol, hôtesses et stewards). Le Non dépasse de loin la proportion de grévistes, démontrant que nombre de travailleurs à Air France approuvent la revendication salariale des 6 % mais ne se retrouvent pas dans la tactique des « grèves perlées » qui, comme à la SNCF, est mise en œuvre par les directions syndicales.

Mais ces dernières persistent dans cette tactique d'épuisement, aggravée d'une « suspension » de la grève. Et c'est pourquoi, malgré cet échec, le gouvernement et la direction d'Air France – sans Janailac démissionnaire – peuvent rester « droits dans leurs bottes » et continuer à rejeter les revendications.

Chez les étudiants, répression policière et impasse politique

Nous renvoyons nos lecteurs aussi bien au supplément CPS du 20 avril que du supplément Universités (publiés dans ce numéro).

Le fait majeur, c'est l'irruption violente et générale des flics de Macron dans les facs, frappant les étudiants (récemment, un étudiant gravement blessé à Toulouse Le Mirail). Ce fait a une importance historique. Depuis des siècles prévalaient les franchises universitaires qui interdisaient aux flics de pénétrer dans les facs. Au moment où se multiplient les initiatives de « commémoration » de Mai-Juin 1968 – dans la plupart des cas de camouflage historique de la grève générale de Mai-

Juin 1968 –, il faut rappeler que c'est à la suite de l'occupation policière de la Sorbonne, suivi de l'appel de l'UNEF au mouvement ouvrier, que s'est enclenché le mouvement vers la grève générale, les directions syndicales ayant été contraintes d'appeler à la grève le 13 mai 1968.

Or précisément, la vérité est que les jeunes ont été laissés seuls face à la répression policière massive. Les directions syndicales, aussi bien celles des enseignants que les confédérations, se sont contentées dans le meilleur des cas de protestations purement platoniques, qui plus est agrémentées de l'appel réitéré « à un vrai dialogue social ». Les étudiants

avaient besoin de toute autre chose : à savoir la prise en charge par le mouvement ouvrier dans son ensemble du combat pour bouter les flics hors des facs, à travers la mise en place de comités de défense des étudiants intégrant les organisations ouvrières, la mobilisation dans le cadre du Front unique des organisations ouvrières contre ce pas de première importance réalisé par Macron dans le sens de l'État policier.

Quant à l'appel au « dialogue social », là comme ailleurs, il est le nœud coulant passé autour du cou des étudiants pour étouffer leur combat. Il est vrai que la direction du SNESup comme celle de l'UNEF ont fini par quitter la table de la concertation sur le plan « licence ». Mais cette décision qui, prise plus tôt, aurait pu constituer un point d'appui pour les étudiants, l'a été à un moment et dans des termes (c'est encore au nom d'un « vrai dialogue » que les dirigeants syndicaux ont quitté la table) tels qu'elle ne pouvait changer la donne.

Comme chez les cheminots, On peut cependant remarquer que, de manière locale, les étudiants manifestent une vraie obstination à ne pas quitter le champ de bataille. C'est ce dont atteste, de manière certes de plus en plus locale, l'existence d'assemblées générales significatives. C'est une preuve que ce qui a manqué, ce n'est pas la volonté de la

jeunesse de combattre la loi ORE et l'instauration de la sélection.

Pour une avant-garde d'étudiants, il faudra essayer de tirer les leçons du combat dont on ne voit pas maintenant comment il pourrait déboucher. Tirer le bilan, cela signifie avoir une claire conscience des obstacles qu'ont dressé contre leur mobilisation les directions syndicales et en même temps saisir le rôle crucial de celles-ci, donc la nécessité de combattre pour mettre le syndicat à leur service. Cela signifie aussi apprécier clairement le rôle de toutes les forces (« autonomes » peu ou prou suivis par l' « extrême gauche ») qui n'ont eu de cesse de noyer la revendication d'abrogation de la loi ORE dans mille autres considérants qui avaient pour effet d'écarter du combat la masse des étudiants et de faire obstacle à la nécessité de le centraliser pour défaire le gouvernement en développant les illusions infantiles sur les « universités libérées », les facs « communes libres » et autres fariboles.

Bref, ce qui ressort de ces dernières semaines, c'est la nécessité d'une force politique à l'université combattant sur la ligne de la rupture avec le gouvernement, du combat centralisé contre lui ; la nécessité d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse.

Du 5 au 26 mai

Dans le même temps que les cheminots, étudiants, travailleurs d'Air France ou de Carrefour sont confrontés aux obstacles et trahisons dressés devant eux par la politique des appareils syndicaux. Ruffin, député de LFI, organisait avec LFI, soutenu par le PCF, Générations (de Hamon), le NPA la manifestation du 5 mai. Le mot d'ordre : « *faire la fête à Macron* » était délibérément ambigu, montrant par là que les grands pourfendeurs des vieux partis avaient quand même appris d'eux l'art du double langage. D'un côté il fallait laisser entendre qu'il s'agissait d'un combat pour affronter Macron, lui « faire sa fête », pour attirer travailleurs et jeunes qui aspirent à en finir avec lui. De l'autre, les dirigeants de la manifestation multipliaient les déclarations sur le caractère « festif », « joyeux », bref totalement inoffensif de ce rassemblement.

Dans un jeu de rôles parfaitement orchestré, Macron qui avait parfaitement en réalité saisi le caractère inoffensif de cette manifestation, a affecté l'indignation contre les « *pyromanes insoumis* », ceux qui veulent « *organiser dans la rue la revanche des élections* », etc.

Il s'agissait en réalité de pousser les dirigeants de la

manifestation à des déclarations de soumission au gouvernement. Ces déclarations, Macron les a obtenues au-delà de ses espérances. Indépendamment du fait indéniable qu'un certain nombre de jeunes se sont retrouvés avec la volonté vraie d'affronter le gouvernement, le contenu politique de la manifestation du 5 mai a été clair avec un immense drapeau bleu blanc rouge flottant à la tribune. Le député LFI Quatennens a justifié en réponse à une journaliste la substitution du drapeau bleu blanc rouge au drapeau rouge. Le même député, « théoricien » de LFI, précisait : « *Il [Macron, ndlr] est légitime et personne ne peut contester son élection* » mais « *Macron met la France en retard* » (sic)... « *Je suis frustré parce que depuis 12 mois on aurait pu faire autre chose* » (resic).

Quant à Ruffin, il déclarait la veille de la manifestation : « *J'accepte pleinement l'élection de Macron et je l'ai reconnue le soir des élections dès 20 heures 01* ».

Sans doute est-il nécessaire de purger jusqu'au bout la rage anti-Macron qui saisit une large part de la classe ouvrière et de la jeunesse, car la même opération doit être renouvelée le 26 mai. Le contenu n'en sera pas différent.

Les signes d'une recherche politique : le congrès confédéral FO...

Dans les dernières semaines, il y a eu tant chez les cheminots que chez les étudiants une tentative réelle d'affronter le gouvernement et de lui infliger une défaite. Comme nous l'avons analysé, les obstacles et trahisons rendent difficile l'aboutissement victorieux de ces tentatives. Et il ne faut pas cacher que Macron, s'il se confirme que ces tentatives échouent et qu'une nouvelle défaite est infligée au prolétariat, en recevra une puissante impulsion pour amplifier les contre-réformes, en particulier celle des retraites. La comparaison faite entre Macron et Thatcher est parfaitement juste. Il y a la même volonté non seulement de vaincre mais d'écrabouiller le prolétariat et la jeunesse. Les appels inlassables des dirigeants syndicaux au « dialogue social » n'en sont que plus écoeürants.

Mais nul n'a le pouvoir d'interrompre la lutte des classes ni d'empêcher que perdure vaille que vaille la volonté dans les

masses de rechercher une issue politique. Il faut à cet égard mettre en exergue deux événements récents.

Le premier, c'est ce qui s'est passé au congrès confédéral FO. Pour la première fois, le rapport de Mailly qui s'est illustré par sa pleine collaboration avec Macron sur les ordonnances travail a reçu à peine plus de 50 % des votes exprimés (le nombre de votes « contre » et d'abstentions cumulés dépassant largement les votes « pour »).

Un certain nombre de délégués ont formulé cette opposition à Mailly dans des termes particulièrement clairs, telle la déléguée de Doux – l'usine de conditionnement de volailles condamnée à la fermeture – déclarant : « *Mailly a vendu la classe ouvrière à Macron* ».

Comme d'habitude, la presse bourgeoise a cru voir dans cette opposition la main des « trotskystes ». Il n'y avait en réalité aucun « trotskyste » dans le congrès FO. Ceux que la presse

bourgeoise nomme ainsi, les lambertistes de diverses obédiences ont eu en commun... de condamner les prises de position de délégués ayant rejeté avec virulence la politique de Mailly. Le commentateur de *La Tribune des travailleurs*, journal d'une de ces fractions, a considéré que ceux qui étaient intervenus contre le rapport d'activité se livraient à des « *effets de manche* », opposant les délégués qui sans prendre position sur le rapport d'activité avaient fait état des « revendications ». Ainsi se trouve condamnée par exemple la déléguée de Doux. Comme si la défense des revendications étaient en quoi que ce soit compatible avec l'orientation de Mailly ! : « *Je renouvelle mon amitié à Jean-Claude Mailly... dans le syndicat nous sommes tous des réformistes...* » a déclaré de son côté le dirigeant lambertiste historique – représentant de l'autre courant lambertiste - Patrick Hébert ancien responsable de l'UD 44. Plus que jamais, ces forces politiques qui font chaque semaine l'apologie de la grève perlée à la SNCF, se révèlent pour ce qu'elles sont : les éternels flancs-gardes de l'appareil bourgeois du syndicat. Le souci d'Hébert était d'assurer une continuité sans heurt de

l'appareil FO et de sa politique. Il n'a pu éviter les heurts comme l'indique l'absence de Mailly le dernier jour du congrès et son tweet vengeur contre son successeur Pavageau. Il n'empêche que la continuité politique est bel et bien assurée. Comme d'habitude, le congrès s'est terminé par les résolutions consensuelles qui vont jusqu'à reprendre parfois de manière formelle les revendications comme cette référence à la défense du statut des cheminots.

Mais comme d'habitude, ce genre de résolution n'engage en rien l'appareil dirigeant. Le lendemain même du congrès, Pavageau s'adressait au gouvernement : « *Si vous voulez que les choses se tassent, vous gelez la réforme et vous reprenez le dialogue, vous prenez le temps* »... « *Il paraît qu'il y a une réunion la semaine prochaine, le 7, à Matignon. À ma connaissance, ni la fédération FO des cheminots ni la confédération n'ont été invitées* ». Prendre le temps de la réforme, c'est le contraire d'en demander le retrait. Et la demande d'invitation du gouvernement – demande finalement exaucée d'ailleurs – c'est le contraire de la rupture avec lui. De ce point de vue, rien de nouveau sous le soleil !

...et la manifestation du 1^{er} Mai

Le second évènement, c'est ce qui s'est passé dans la manifestation du 1^{er} Mai. L'important n'est pas dans les vitrines cassées par les quelques centaines de « black bloc », dont tout montre qu'au milieu de jeunes révoltés contre Macron et plus généralement l'ordre bourgeois, il y avait des flics infiltrés, poursuivant des objectifs faciles à comprendre. L'important est dans le fait que plus de 14 000 manifestants avaient décidé de manifester devant le cortège organisé par

les appareils syndicaux, n'en pouvant plus des mots d'ordre pourris de soumission au gouvernement de ces derniers, et de leurs manifestations traîne-savates. Cela indique une défiance saine envers les appareils syndicaux. Un regroupement de cette ampleur manifeste l'existence d'une force qui cherche à s'exprimer en contradiction avec la politique des appareils syndicaux, et au-delà, la recherche d'une issue politique, sans doute confuse, mais indéniable.

« Seule la vérité est révolutionnaire »

C'est en relation avec cette recherche que les militants regroupés autour de *Combattre pour le socialisme* militent pour rassembler les premiers éléments oeuvrant à la construction d'un véritable Parti ouvrier révolutionnaire dont les derniers événements de la lutte des classes démontrent à nouveau l'absolue nécessité.

Il se trouve quelques bons esprits pour dire parfois : « *C'est vrai ! La politique des dirigeants n'est pas la bonne. Mais cela ne sert à rien de le dire. La dénonciation est contre-productive. En dénonçant les appareils dirigeants, vous démoralisez le prolétariat* ».

C'est là une rhétorique qui n'est pas nouvelle. C'est celle des professionnels de la capitulation politique. Il faut leur

répondre que la classe ouvrière ne peut vaincre que les yeux grands ouverts sur les obstacles qui se dressent devant eux. On ne saurait mieux le dire que Trotsky dans sa lettre ouverte à la rédaction de *La Vérité* en 1929 :

« *Votre hebdomadaire s'appelle la Vérité. On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres, d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. Dire la vérité sur les dirigeants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses.* »

Le 10 mai 2018



Comprendre la situation économique actuelle

Introduction : actualité de l'impérialisme

Une décennie vient de s'écouler depuis l'aggravation soudaine de la crise récurrente du mode de production capitaliste parvenu au stade impérialiste. En 2008, au plus fort de cette manifestation brutale de la faillite chronique du capitalisme sous la forme d'un krach financier et d'une profonde récession de quasiment l'ensemble de la planète, la question du mode de production capitaliste était de nouveau posée. Mais cette question ne se posait que de manière objective, en raison de l'effondrement économique et la dislocation du marché mondial qui semblait alors possible. En revanche, malgré l'intensité de la crise, jamais la question d'en finir avec le capitalisme n'a été posée de manière subjective, en relation avec l'activité théorique et politique des masses et une intensification de la lutte des classes. De ce point de vue, on ne peut que mesurer les conséquences profondes de la fermeture de cycle ouvert par la révolution d'Octobre.

Il faut dire que cette crise constituait l'aboutissement d'une période d'une trentaine d'années marquée par une extension sans précédent des rapports de production capitalistes à l'échelle internationale à la faveur de l'intégration au marché mondial de la Russie, des pays de l'Est mais surtout de la Chine. Nous avons analysé dans un précédent article (CPS n°64), la spécificité de cette période, dans quelle mesure celle-ci avait tout à la fois constitué :

- « un bol d'air » pour le capitalisme en lui fournissant abondamment des matières premières, une réserve considérable de main d'œuvre bon marché, ainsi que de nombreux marchés à conquérir. Mais ce « bol d'air » n'est pas pour autant un phénomène purement économique. Il a des racines politiques : *« L'augmentation très importante à l'échelle mondiale du nombre de prolétaires potentiellement exploitables est une donnée objective qui a permis à la bourgeoisie de mondialiser la concurrence entre les travailleurs dans le but de surexploiter ceux des pays dominés et de faire pression à la baisse sur le prix et la valeur de la force de travail des ouvriers des pays impérialistes. Mais s'en tenir à cette explication reviendrait à sombrer dans l'économisme. C'est d'abord le désarroi politique et idéologique profond dans lequel se trouve le*

prolétariat international du fait la restauration du capitalisme en Russie qui lui rend si difficile de lutter victorieusement contre les délocalisations et le chantage à la délocalisation dans les pays dominants et contre une surexploitation féroce dans des conditions parfois dignes du XIX^e siècle en ce qui concerne les travailleurs des pays dominés » (CPS n°64)

- et corrélativement une période d'accumulation accélérée de contradictions prêtes à exploser, contradictions produites par les formes même de cette période économique allant du début des années 80 à la fin des années 2000.

La crise de 2008 procédait directement des contradictions nées de cette période d'internationalisation considérable des forces de production et d'élargissement du marché mondial. Cette période voyait resurgir des tendances fondamentales du capitalisme à son stade impérialiste : exportation de capitaux, accumulation de dettes, concentration et centralisation du capital, autrement dit tendance aux monopoles, hypertrophie de la sphère financière et du capital fictif... Ces tendances, sans avoir jamais véritablement disparues, furent en partie contenues de 1945 à 1980, tout à la fois en raison de la gigantesque purge de moyens de production (capital et moyens de travail) qu'avait constitué la crise de 1929 puis la 2^e guerre mondiale et des rapports de classes à l'échelle internationale qui découlaient de l'existence de l'URSS et du cycle ouvert par la révolution russe.

Cette période allant de 1980 environ à la crise 2008 est en partie comparable à celle allant de 1890 à la déflagration de 1914. Mais en partie seulement. Contrairement à la *Belle Époque* qui correspondait à la période de transition du capitalisme vers son stade impérialiste, la seconde vague d'extension des rapports de production capitalistes et d'élargissement de la sphère d'accumulation avait pour point de départ le cadre de l'impérialisme déjà constitué (et non le capitalisme concurrentiel du XIX^e siècle). Celle-ci prenait donc place dans les conditions objectives déjà pourrissantes de l'impérialisme. Le rythme de développement et l'amplitude des contradictions qui allaient en découler ne pouvaient en être que plus importants.

Quels sont les grands traits de la situation actuelle ?

Depuis plusieurs trimestres, l'économie mondiale semble traverser une période de relative expansion. C'est particulièrement le cas pour ce qui constitue encore, et de loin, le cœur de l'économie capitaliste : les États-Unis. L'économie américaine vient ainsi d'enchaîner un 107^e mois d'expansion du PIB, ce qui en fait d'ores et déjà la seconde plus longue série du genre depuis 1945. En Europe, un certain nombre de pays ont semblé s'extraire des eaux boueuses de la stagnation en 2017 à la faveur de taux de croissance légèrement positifs, tandis qu'en Chine, le ralentissement de la croissance se poursuit sans grands à-coups, apportant de l'eau au moulin de la thèse d'un atterrissage en douceur. Il aura ainsi fallu presque dix années pour que l'économie mondiale donne l'apparence d'une situation normalisée après le séisme de 2008-2009. Mais l'apparence seulement.

Il faut en effet immédiatement apporter les plus sérieuses réserves à ce tableau résolument optimiste qui ne résiste pas à un examen critique. L'expansion de l'économie américaine, telle que mesurée par le PIB, est certes l'une des plus longues mais surtout l'une des plus faibles : la croissance annuelle américaine n'a jamais dépassé le rythme de 3 % durant cette période (depuis 2005 précisément).¹ Si le taux de chômage a largement baissé et atteint aujourd'hui un point bas historique – officiellement sous les 4 % –, cette décade procède largement du renforcement d'un sous-emploi chronique, invisible dans les chiffres administratifs : ainsi la fraction de la population en emploi parmi la population des 25-64 ans n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant crise (79,2 %

¹ <https://fred.stlouisfed.org/series/GDPC1#0>

contre 80 % en janvier 2008).² Au demeurant, d'autres indicateurs révèlent le pourrissement de la situation aux États-Unis et en particulier la dégradation indéniable des conditions d'existence des masses : « *Après une baisse de 0,2 an en 2015, l'espérance de vie des Américains a de nouveau reculé de 0,1 an en 2016, passant de 78,7 à 78,6 ans. C'est la première fois depuis le début des années 60 que les États-Unis connaissent deux années consécutives de baisse. Conséquence, notamment, de la crise des opiacés, qui continue de faire des ravages à travers le pays.* » (Libération, 21/12/2017).

En Europe, mise à part l'Allemagne, aucune économie n'a véritablement retrouvé sa situation de 2007 (la croissance de l'Espagne, par exemple, fait encore largement office de rattrapage). Les PIB par habitant de la France et de la Grande-Bretagne viennent à peine de rattraper leur niveau de 2007, quand ceux de l'Italie et de l'Espagne demeurent en dessous du pic d'avant crise ; seule l'Allemagne a véritablement crû sur ce plan. Le timide espoir qui gagnait les sphères dirigeantes depuis quelques mois vient de subir un dur retour à la réalité. Au premier trimestre 2018, la croissance a flanché partout en Europe : « *Le coup de mou était attendu. Il n'en reste pas moins préoccupant. Au premier trimestre, la zone euro a enregistré une croissance de 0,4 %, contre 0,7 % au quatrième trimestre 2017, selon les chiffres publiés par Eurostat, mercredi 2 mai. [...] Dans le détail, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la France est tombée à 0,3 % sur les trois premiers mois de l'année, contre 0,7 % au trimestre précédent : plutôt décevant. En Italie, le PIB a augmenté de 0,3 %, tandis qu'il a progressé de 0,7 % en Espagne, où l'activité est restée dynamique.* » D'après nos prévisions, le PIB allemand, dévoilé le 15 mai, devrait lui aussi ralentir, autour de 0,4 %, contre 0,6 % sur les trois derniers mois de 2017 », estime Stephen Brown, un économiste de Capital Economics. » (Le Monde, 3 mai 2018). Plus généralement, la contradiction propre à l'Europe n'a pas disparu : elle constitue toujours un cadre de coopération conflictuel entre des capitalismes nationaux concurrents. Deux éléments attestent des tensions

toujours plus vives qui s'exercent sur ce cadre de coopération :

- le Brexit qui a considérablement fragilisé ce cadre en créant un précédent en matière de sortie de l'Union Européenne
- la position de plus en plus antagoniste entre l'Allemagne et les principaux autres pays européens, notamment en matière d'excédents budgétaires et commerciaux, dans le cadre d'une monnaie commune : l'Allemagne génère des excédents colossaux qui ont des effets délétères sur ses concurrents, en particulier européens.

Dans le cadre de l'exacerbation de la concurrence internationale entre impérialismes (sur laquelle nous allons revenir plus bas), il est inévitable que le cadre européen soit de nouveau mis à très rude épreuve.

En Chine enfin, de violentes convulsions sont largement contenues à l'aide de moyens qui se transformeront tôt ou tard en leur contraire. Jusqu'à présent, la bureaucratie à la tête de l'État chinois est parvenue à accompagner la décélération de l'économie : le taux de croissance de celle-ci est passé de près de 14 % en 2007, et même encore 10,5 % en 2010, à « seulement » 6,5 % en 2016. Mais afin d'éviter une contraction plus violente, il a fallu que l'État soutienne la demande intérieure sous la forme d'un investissement public et privé considérable, et pour ce faire, inonde l'économie chinoise de crédit. C'est ainsi que la contrepartie de cet « atterrissage en douceur » réside dans la croissance fulgurante sur la même période de l'endettement privé et public. Nous allons y revenir. Plus généralement, ce qui caractérise la Chine actuellement, c'est la vitesse à laquelle elle rattrape les vieux impérialismes en matière de tendance à la décomposition. À la croissance effrénée de l'économie chinoise depuis trente ans, correspond une accumulation grandissante de contradictions : les inégalités y explosent, la nature y est détruite à une vitesse saisissante, le capital financier s'y développe de manière exubérante et les dépenses militaires augmentent : d'après les chiffres du SIPRI, la Chine est devenue le second pays en la matière, pour un montant de 228 milliards de dollars, en hausse de 5,6 %.³

² <https://fred.stlouisfed.org/series/LNS12300060>

³ <https://www.usinenouvelle.com/article/les-depenses-militaires-des-pays-atteignent-230-dollars-par-habitant-etats-unis-et-chine-en-tete.N688129>

Pour saisir la nature réelle de cette accalmie, il faut en revenir aux conditions dans lesquelles se réalise l'accumulation du capital depuis dix ans

La pause toute relative dans la crise du capitalisme ouverte en 2008 doit par ailleurs être appréciée en relation avec les moyens colossaux que les bourgeoisies au pouvoir ont déployés dans la durée pour soutenir l'accumulation du capital. Et pourtant, même dans ces conditions particulièrement favorables, l'économie capitaliste n'est jamais parvenue à relancer un véritable cycle d'accumulation du capital à même de conjurer la crise et de résoudre les contradictions profondes du capitalisme à son stade monopoliste. Revenons quelques instants sur ces conditions historiquement favorables au capital.

D'une part, en raison des interventions massives et historiques des banques centrales, les conditions de financement de l'accumulation capitaliste sont historiquement favorables avec des taux d'intérêt proches de zéro. Nous allons y revenir. Ensuite, en raison de circonstances historiques et politiques que nous avons largement analysées, le tournant de 2008 a renforcé la

tendance à l'abaissement relativement généralisé de la valeur de la force de travail dans les principaux impérialismes par suite de la mise en pièces d'acquis des travailleurs. Là où les économistes feignent de s'interroger, notamment aux États-Unis, sur la faiblesse de croissance des salaires alors même que l'économie semble repartir, la relation doit être inversée : la maîtrise, voire la baisse des salaires, constitue une condition indispensable afin de permettre à l'économie capitaliste de relancer l'accumulation.

Or, depuis dix ans, les différentes bourgeoisies ont porté des coups décisifs contre la valeur de la force de travail à travers les fameuses « réformes de structure », détruisant méthodiquement des conquêtes ouvrières parce qu'elles constituent autant de freins à l'exploitation capitaliste : droit du travail, conventions collectives, lois encadrant les licenciements, système d'assurance chômage et retraite. Ces attaques s'inscrivent dans un contexte plus large dans lequel les délocalisations massives en direction de l'Asie et de

l'Europe de l'Est ont considérablement réduit le poids du secteur manufacturier dans les vieux impérialismes – en Europe plus qu'aux USA cependant – et ont ainsi rejeté des millions de travailleurs dans le chômage de longue durée et le sous-emploi, tout en exerçant une pression grandissante sur les travailleurs en emploi, et ceux y postulant. Ainsi, en plus de masquer une transformation des conditions de travail et notamment une précarisation considérable de l'emploi, le taux de chômage a d'abord baissé ces dernières années à la faveur de l'accentuation de cette tendance de fond réduisant la valeur de la force de travail et accentuant le taux d'exploitation.

Appuyés sur la base de la défaite politique majeure qu'a représentée pour le prolétariat international la restauration du capitalisme en Russie, le capital et les gouvernements à son service, ont pu infliger des reculs significatifs aux prolétariats des vieux impérialismes, grâce à la collaboration renforcée des appareils traîtres à la tête des organisations ouvrières. De ce fait, le rapport de force entre le capital et le travail d'un point de vue très général s'est largement modifié en faveur du capital. La baisse continue depuis 30 ans du poids des revenus du travail dans le partage ajouté (au profit des revenus du capital) et l'explosion des inégalités expriment de manière déformée cette tendance sur le plan économique. Il n'est donc pas surprenant dans ces conditions d'observer un rebond conjoncturel de l'économie capitaliste sous l'effet d'une offensive redoublée contre les conditions d'existence des masses depuis le déclenchement de la crise en 2008. Ce qui doit en revanche interroger, c'est la faiblesse insigne de ce rebond au regard des moyens engagés pour y parvenir : de ce point de vue, il n'y a aucune sortie de crise.

Preuve définitive de cette faiblesse chronique de l'économie mondiale, le FMI indique dès le second paragraphe de son résumé des *Perspectives de l'économie mondiale*⁴ : « *La croissance mondiale devrait ralentir au-delà des deux années qui viennent. Lorsque leurs écarts de production seront comblés, la plupart des pays avancés devraient retrouver une croissance potentielle bien en-deçà des moyennes d'avant la crise, freinée par le vieillissement de la population et l'atonie de la productivité. La croissance américaine ralentira au-dessous de son potentiel, car l'impact expansionniste des modifications apportées récemment à la politique budgétaire diminuera. La croissance devrait rester médiocre dans plusieurs pays émergents et pays en développement, y compris dans quelques pays exportateurs de produits de base qui continuent de faire face à des besoins considérables d'assainissement des finances publiques. Si les aléas positifs et négatifs qui influent sur les perspectives à court terme sont plus ou moins équilibrés, les perspectives risquent clairement d'être révisées à la baisse au-delà des quelques trimestres à venir. Parmi les risques figurent un durcissement brutal des conditions financières, un affaiblissement de l'appui des populations à l'intégration économique mondiale, une aggravation des tensions commerciales et l'adoption de politiques de repli sur soi, ainsi que les tensions géopolitiques.* »

⁴ www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2018/03/20/world-economic-outlook-april-2018

“Un durcissement brutal des conditions financières”

Ce n'est pas un hasard si parmi les risques évoqués, le risque financier vient en premier. Les contradictions ayant conduit à la crise financière de 2007-2008 n'ont jamais véritablement disparu, au contraire. C'est ce qu'illustre au plus haut point la question de l'endettement ainsi que s'en alarme le FMI : « *La dette mondiale a atteint 164.000 milliards de dollars en 2016, représentant 225 % du PIB mondial, un chiffre record selon l'institution internationale. À elle seule, la Chine représente 43 % de l'augmentation de la dette mondiale depuis 2007.* » (*La Tribune*, 18 avril 2018). Ce dernier point est très important. Nous avons largement analysé combien la Chine constitue le moteur de l'économie mondiale depuis le tournant de 2008-2009, au moyen de gigantesques plans de relance notamment. L'accroissement de son endettement sur la même période est vertigineux et illustre ce fait plus général que l'économie mondiale ne parvient plus à véritablement croître sans accumuler de nouvelles dettes : la faible croissance qui caractérise ces dix dernières années s'est ainsi doublée d'une croissance proportionnellement plus importante de l'endettement !

Cela n'est d'ailleurs pas propre à la Chine. Durant les dix années qui viennent de s'écouler, les principaux pays « émergents » se sont massivement endettés, et pour une large part en dollars. Or, la remontée des taux d'intérêt engagée aux États-Unis, conjointement avec la baisse massive d'impôts sur le capital de Trump, poussent des flux gigantesques de capitaux à s'y diriger, au détriment de ces pays « émergents ». Les événements de ces dernières semaines en Argentine, durant lesquels la banque centrale a dû fixer son taux directeur à près de 40 % pour tenter d'enrayer, sans succès, cette fuite de capitaux et la chute du

peso, avant d'en appeler au FMI, constituent un très sérieux avertissement pour tous ces pays : la livre turque, la roupie indonésienne, le rouble ou encore le peso mexicain sont tous pris dans la tourmente.

Il faut comprendre que les contradictions à l'origine de l'explosion de 2008 persistent et sont reproduites à une échelle encore plus importante car les moyens mêmes utilisés pour éviter un effondrement puis relancer le moteur capitaliste ont nécessité de recourir toujours plus largement au crédit. Le FMI en convient : « *Cette hausse de l'endettement mondial est dans une large mesure attribuable à la dette publique et est sans doute un contre-coup de l'effondrement de l'économie consécutif à la crise financière mondiale et des politiques mises en œuvre pour la contrer.* » (*La Tribune*, 18 avril 2018).

Cet endettement est par ailleurs venu renforcer des tendances parasitaires déjà à l'œuvre. En lieu et place d'investissement dans de nouvelles capacités de production, cette disponibilité sans fin du crédit a nourri la tendance à la centralisation du capital sous la forme de vagues successives de fusions et d'acquisitions : « *Les fusions et acquisitions d'entreprises (M&A) dans le monde ont totalisé 3.600 milliards de dollars (2.993 milliards d'euros) en 2017, un bilan pratiquement inchangé par rapport à 2016, mais le nombre de transactions a été le plus élevé depuis le début des relevés en 1980, montrent les données de Thomson Reuters. Il s'agit de la quatrième année consécutive où le bilan mondial du M&A*

dépasse les 3.000 milliards de dollars. » (*Challenges*, 3 janvier 2018).⁵

Un débat refait surface aux États-Unis depuis quelques mois : tous les indicateurs témoignent d'un accroissement de la concentration dans de nombreux secteurs, résultant directement de ces fusions et acquisitions, qui s'accompagne d'un moindre investissement, d'une faible croissance de la productivité du travail mais d'une augmentation des marges pour ces conglomérats.⁶ « *La croissance du taux de marge est en effet spectaculaire pour les entreprises du neuvième*

décile, c'est-à-dire les 10 % réalisant les plus fortes marges. Depuis 1980, il est passé de 1,46 à 2,6, soit un bond de 70 %. À l'inverse, pour les entreprises de la moitié du bas de la distribution (les 50 % aux marges les plus faibles), le taux de marge stagne sur la période. (...) Les 100 premières entreprises des États-Unis par leur chiffre d'affaires représentent ainsi aujourd'hui près de la moitié du PIB des USA alors que la proportion était d'un tiers en 1994 » (*Alternatives économiques*, avril 2018). « *La question est maintenant de savoir si, à l'instar de la Standard Oil of New Jersey au début du XX^e siècle ou de l'éclatement d'ATT en 1984, les GAFAs feront l'objet d'un démantèlement progressif.* » (*Les Échos*, 2 mai 2018). Ce n'est pas une tendance propre aux États-Unis, mais elle s'y trouve magnifiée en raison de sa place dominante.

⁵ https://www.challenges.fr/finance-et-marche/bilan-mondial-stable-pour-le-fusion-et-acquisition-en-2017-transactions-record_557934

⁶ http://pages.stern.nyu.edu/~tphilipp/papers/IK_Comp_v4.pdf et

<http://www.blog-illusio.com/2017/08/l-exuberant-pouvoir-de-marche-des-firmes-americaines.html>

À propos du protectionnisme

Depuis plusieurs années, la question du protectionnisme a resurgi et ce n'est pas la première fois que le FMI s'en préoccupe. Les récentes décisions de Trump l'ont ravivée et mettent en lumière une intensification de la concurrence entre impérialismes et vis-à-vis de la Chine. Toutefois, qu'il s'agisse de mesures agissant sur les taux de change d'une monnaie, de mesures plus directes comme des quotas ou droits de douanes ou encore de véto stratégiques motivés par des impératifs de sécurité nationale, le fond de la question est toujours le même : dans quelle mesure chaque impérialisme, et plus généralement chaque bourgeoisie nationale, peut-elle tirer parti du marché mondial et jusqu'à quel degré et sous quelle forme doit-elle s'y insérer en relation avec la concurrence qui y fait rage ? Il faut donc examiner cette question selon au moins deux aspects : (1) quelle est la nature actuelle de la concurrence entre impérialismes sur le marché mondial et comment la restauration du capitalisme en URSS et l'émergence de la puissance chinoise ont modifié la situation (et continue de le faire), et (2), quelle est la réalité et la signification de mesures prises en matière de protectionnisme, par les États-Unis notamment ?

Il n'y a pas de règle absolue en matière de protectionnisme du point de vue des bourgeoisies. Selon les circonstances et les rapports de force économiques et politiques entre capitalismes nationaux, les classes dirigeantes se trouvent plus ou moins disposées à ouvrir leurs marchés aux capitaux et aux marchandises étrangères tout en n'ayant cessé de chercher à pénétrer les marchés extérieurs pour élargir leur sphère d'accumulation et de réalisation de la plus-value. La tendance générale du capitalisme est néanmoins de réaliser l'unité mondiale des forces de production, d'abattre sans cesse les entraves à l'accumulation du capital et de constituer toujours plus profondément le marché mondial. Ce processus ne s'est jamais déroulé sans heurts du fait de la contradiction fondamentale entre le caractère social et international de la production et le caractère privé de la propriété des moyens de production dans le cadre d'États délimités par des frontières nationales. Une fois le mode de production capitaliste parvenu au stade impérialiste, l'exacerbation de cette contraction a amplifié ces heurts devenus inhérents au fonctionnement même du capitalisme. L'époque de

l'impérialisme est caractérisée par l'achèvement du partage du monde entre les différentes puissances, de sorte que toute position nouvellement acquise par l'une se fait nécessairement au détriment de ses rivales, ce qui engendre des conflits dont l'issue ne peut être réglée que par la force. Là se situe la racine profonde des deux guerres mondiales ayant éclaté dans la première moitié du XX^e siècle. Au sortir de ces deux conflits, le marché mondial avait été largement disloqué et les années qui suivirent furent caractérisées par une tendance à sa reconstitution sous l'impulsion d'un impérialisme US, hégémonique mais amputé d'une large partie du globe en raison de l'existence de l'URSS et de l'expropriation du capital ayant eu lieu en Chine. À partir des années 1980, la réintégration progressive de ces deux blocs au marché mondial apporta un second souffle à un capitalisme qui recommençait à étouffer sous le poids de ses propres contradictions.

Durant cette période, le volume du commerce international rapporté au PIB a crû très rapidement passant de 33,5 % en 1980 à 60,8 % en 2008.⁷ Mais plus encore que l'échange de biens et services ainsi comptabilisés, c'est la nature même du commerce international et la géographie de la production et de l'appropriation de la plus-value qui ont été profondément modifiés avec le déplacement massif de la production industrielle en direction de l'Asie et de l'Europe de l'Est, par le biais de délocalisations et d'investissements directs à l'étranger (cf. *CPS* n°64). Les grands groupes capitalistes n'ont cessé d'augmenter la fraction de la plus-value produite à l'étranger en parvenant dans le même temps à s'approprier et à centraliser une très large part de celle-ci. Plus généralement, l'intensification des échanges a créé un enchevêtrement de liens entre capitalismes nationaux et une fragmentation de la production, de telle sorte qu'aujourd'hui les exportations d'un pays vers un autre contiennent elles-mêmes une part croissante de marchandises intermédiaires importées.

⁷ <https://data.worldbank.org/indicator/NE.TRD.GNFS.ZS>

Une exacerbation de la concurrence entre impérialismes sur le marché mondial

La crise de 2008 marquait un coup d'arrêt à ce cycle d'extension et d'internationalisation des rapports de production capitalistes. À ce moment, le spectre d'une nouvelle vague de protectionnisme resurgissait mais, sans doute instruites par la crise de 1929, les bourgeoisies des principaux impérialismes, de concert avec la Chine, réussirent à contenir le déploiement de telles mesures ; celles-ci auraient profondément accentué la crise. Si les bourgeoisies n'ont pas mis en place de mesures brutales en matière de tarifs douaniers ou de fixation de quota, un conflit sourd se déroulait déjà entre les principales grandes puissances sur le terrain monétaire. De fait, la mise en place des mesures dites « d'assouplissements quantitatifs » aux USA, en Europe et au Japon permettait de peser à la baisse sur le cours de leur monnaie respective. Le dollar s'est ainsi sensiblement déprécié vis-à-vis de l'euro et du yen à la suite des trois vagues d'assouplissements quantitatifs aux États-Unis. Malgré cette guerre monétaire sourde, aucun impérialisme ne s'était jusqu'à présent ouvertement risqué à remettre en question les « vertus » de l'ouverture et du commerce international. L'élection de Trump semble toutefois avoir impulsé sur ce plan un changement de cap de la part de l'impérialisme américain. Qu'en est-il réellement et qu'est-ce que cela révèle ?

Il faut prendre avec une certaine prudence les annonces fracassantes de Trump en ce qui concerne l'imposition de quotas sur l'acier et l'aluminium. Comme le notait Médiapart, « *Donald Trump a déjà indiqué que le Canada et le Mexique pourraient être exemptés de cette surtaxe si les négociations sur la réforme de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) aboutissaient.* » « La Maison-Blanche joue un jeu de dupes politique où elle essaie de faire pression dans ces discussions », explique Christopher Dembik. Or, le Canada est le principal fournisseur d'acier et d'aluminium des États-Unis et le Mexique, le quatrième... ». Par ailleurs « *le niveau moyen de droit de douanes des États-Unis est faible, inférieur en moyenne à ceux de l'Union européenne, et deux fois moindre que ceux de la Chine... Même relevé, ce niveau de protection demeurera réduit et ne devrait pas modifier le niveau des échanges.* » (Médiapart, 8 mars 2018). Dans les faits, les bénéfices escomptés pour l'économie américaine sont plus que douteux, en raison des importations d'acier et d'aluminium par son industrie, et il s'agit davantage à ce stade de postures dont il ne faut pas pour autant sous-estimer la signification.

Aucun impérialisme n'aurait intérêt à déclencher une véritable guerre commerciale prélude à un approfondissement de la crise, encore moins les États-Unis. Nous écrivions ainsi en conclusion d'un précédent article (CPS n°64) : « *Le renforcement des obstacles de toutes sortes à la circulation des marchandises sur le marché mondial serait d'autant plus ravageur que, depuis 1945, le caractère international des forces productives s'est affermi et que, dans ces conditions, le retour en force du protectionnisme sur le modèle des années 30 aurait des effets d'autant plus ravageurs sur l'économie mondiale. Le degré d'interpénétration des économies nationales entre elles s'est accru, en particulier depuis les mesures prises à partir des années 80 pour lever les entraves à la circulation des capitaux mais aussi depuis la restauration du capitalisme en Russie et en Chine qui a impulsé un fort développement du commerce mondial. Aujourd'hui, le commerce intra-firmes multinationales*

représente près du tiers du commerce mondial ce qui rend tout à la fois plus difficile et plus dangereux pour les États nationaux de prendre des mesures protectionnistes car ces dernières auront des répercussions négatives sur leurs propres multinationales et sur leur commerce intra-firmes. »

Néanmoins, chaque impérialisme pris individuellement, en particulier les États-Unis, est en permanence tenté de pousser son avantage le plus loin possible sur ce terrain. Ce qui est en jeu, c'est l'appropriation de la plus large fraction d'une plus-value produite aux quatre coins du globe. Nous avons déjà vu comment l'insuffisance chronique de la production de plus-value en rapport avec la masse de capital accumulé rendait plus impératif d'en recourir à des expédients comme le crédit pour retarder et contenir la baisse tendancielle du taux de profit. Mais dans la mesure où l'endettement de l'économie capitaliste dans son ensemble est actuellement tendu à l'extrême, le besoin de trouver d'autres expédients grandit : c'est ainsi qu'il faut comprendre le déploiement d'une politique commerciale plus agressive, en particulier de la part des États-Unis.

C'est d'autant plus vrai que la montée en puissance de la Chine, et son aspiration toujours plus grande à jouer d'égal à égal avec les vieux impérialismes grâce à ses gigantesques monopoles publics, va inévitablement continuer d'aiguïser cette concurrence sur le marché mondial. Pour les États-Unis, l'enjeu est de ralentir autant que possible l'émergence de la Chine et sa montée en gamme, y compris en agitant la menace de 100 milliards de dollars de tarifs douaniers supplémentaires ou en empêchant des acquisitions jugées stratégiques. Derrière l'exacerbation des rivalités commerciales entre les États-Unis et la Chine se trame une bataille technologique : « *En menaçant de taxer les importations chinoises, Donald Trump ne cherche pas seulement à réduire le déficit commercial entre les États-Unis et la Chine. Il vise surtout à freiner le plan de conquête industrielle de Pékin, qui se voit en futur leader mondial des technologies. (...) Ce plan a un nom : « Made in China 2025 ». Dans les 215 pages du rapport de l'enquête (dite de « section 301 ») de l'administration Trump sur les pratiques de la Chine en matière de propriété intellectuelle et de transfert de technologie, ce plan est cité... 126 fois ! Présenté il y a trois ans, il redéfinit toutes les priorités industrielles de la Chine. Il est conçu pour faire passer le pays du statut d'« usine du monde » à celui de « grande puissance industrielle », maîtrisant la recherche, l'innovation et la production à forte valeur ajoutée. La mutation de l'économie chinoise ne consiste pas à tourner le dos à l'industrie. La Chine veut, au contraire, être à la pointe de la nouvelle révolution industrielle liée à l'intégration du numérique. Les produits chinois dans le collimateur de Donald Trump font directement écho au plan Made in China 2025, dans lequel le Parti communiste a décidé de concentrer toute son attention et son soutien sur dix secteurs. (...) La Chine, qui a déjà surpassé le Japon comme premier exportateur asiatique de produits high-tech en 2014, ambitionne désormais de damer le pion aux États-Unis et à l'Allemagne (dont le plan Industrie 4.0 a beaucoup inspiré Pékin). Avec des multinationales ultracompetitives dans les produits à forte valeur ajoutée, c'est une future concurrence qui s'annonce.* » (Les Échos, 05.04. 2018).

La bataille s'annonce musclée, mais elle ne met pas aux prises deux adversaires de puissance égale. La Chine est

encore loin d'avoir rattrapé son retard sur les États-Unis qui restent la première puissance mondiale. Par voie de conséquence, le pouvoir de nuisance des États-Unis sur ses rivaux, en particulier la Chine, demeure très puissant : « Donald Trump a un sérieux argument à faire valoir. Si son pays n'est plus l'importateur de dernier ressort qu'il fut jusqu'à la crise financière de 2008, il reste de loin le premier acheteur de la planète. La dépendance du PIB chinois aux exportations vers les États-Unis est cinq fois plus forte que celle du PIB américain aux exportations vers la Chine. Si l'Amérique était affaiblie par une guerre commerciale, ses fournisseurs le seraient encore plus. Tout le monde le sait, même Donald Trump. » (Les Échos, 5 avril 2018)

Par ailleurs, les États-Unis disposent d'une arme de choix : le dollar. En raison de son extraterritorialité (une entreprise est passible de poursuite aux États-Unis dès lors qu'elle utilise des dollars dans ses transactions,) et de sa prépondérance dans les échanges internationaux, les États-Unis sont en

mesure d'imposer indirectement des dommages à ses concurrents comme l'illustre la décision de Trump de se retirer de l'accord avec l'Iran. Ainsi, « toute entreprise qui continuera à commercer avec Téhéran sera passible de sanctions. » Ceux qui font des affaires en Iran auront un délai pour pouvoir défaire leurs engagements. Ceux qui n'auront pas renoncé à leurs activités impliquant l'Iran à la fin de ce délai s'exposeront à de graves conséquences », a indiqué la Maison-Blanche. L'ambassadeur américain Richard Grenell en Allemagne, tout juste installé à Berlin, a été encore plus clair : « Comme Donald Trump l'a indiqué, les sanctions américaines viseront les secteurs essentiels de l'économie iranienne. Les groupes allemands qui font du business en Iran doivent suspendre leurs activités immédiatement », prévient-il dans un tweet. » (Médiapart, 9 mai 2018). La France et l'Allemagne ont été prises de cours, et il y a fort à parier que leurs groupes obtempèreront : aucun ne prendra le risque de se retrouver exclu du marché américain.

A propos de la nature particulière de la concurrence sur le marché mondial

Le renforcement de la concurrence entre impérialismes et vis-à-vis de la Chine doit être mis en relation avec la tendance aux monopoles. À l'époque impérialiste, le mouvement du capital le conduit inévitablement à se concentrer et à se centraliser entre un nombre de mains toujours plus réduit, ce qui a pour conséquence de réduire la concurrence à l'intérieur de chaque capitalisme national. Les mastodontes qui émergent disposent d'un pouvoir de prédation grandissant sur les fractions du capital peu ou pas concentrées, ce qui leur permet d'accaparer une fraction grandissante de l'ensemble de la plus-value produite et de lutter à leur niveau contre la baisse tendancielle du taux de profit, au détriment du capital engagé dans des secteurs non monopolisés ou à un degré moindre. Dans le même mouvement, les oligopoles internationalisés et financiarisés des principaux impérialismes voient ainsi leur force de frappe augmenter et se livrer à une concurrence plus frontale sur le marché mondial, pour l'accaparement des matières premières, l'exploitation de nouveaux viviers de forces de travail et l'obtention de marchés afin de réaliser la plus-value.

La montée en gamme et la financiarisation de l'économie chinoise y contribue tout autant. Sur ce plan, la bureaucratie chinoise dispose d'atouts considérables sous la forme des grandes entreprises d'État qu'elle lance progressivement à la

conquête de marchés extérieurs. L'agence qui chapeaute les entreprises d'État contrôle ainsi directement environ 26 000 milliards de dollars d'actifs, et ces entreprises génèrent un revenu supérieur au PIB du Japon. L'enjeu pour la bureaucratie est de procéder à la rationalisation de ces mastodontes, à travers des fusions-acquisitions, de leur faire dégager du profit et d'accroître leur internationalisation (les ventes à l'étranger ne représentent que 15 % du total). C'est en substance le message qu'a fait passer le président de cette agence aux dirigeants des 98 plus grosses entreprises d'État d'après Bloomberg.⁸

En définitive, le resurgissement de vellétés protectionnistes révèle une forme de cristallisation des tendances parasitaires de l'impérialisme : de gigantesques oligopoles, très endettés, incarnant au plus au point le capital financier, se livrent une concurrence acharnée pour l'accaparement de la plus-value produite à l'échelle du monde.

⁸ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-01-24/china-is-said-to-order-state-run-companies-to-be-profitable> et <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-04-11/china-to-engineer-more-state-firm-mergers-to-cut-overcapacity>

Conclusion

Ce qui prédomine dans la situation actuelle, c'est la reproduction à une échelle constamment élargie des tendances à la décomposition propres à l'époque impérialiste à côté de laquelle les mouvements conjoncturels du capitalisme sont de second ordre. Centralisation du capital, accumulation de capital fictif et de dettes, militarisme, tendance au monopole sont autant de moyens d'enrayer la baisse tendancielle du taux de profit. Mais ces artifices ne peuvent pas résoudre la contradiction fondamentale du capitalisme, la contradiction entre le caractère de plus en plus social de la production et la base sociale de plus en plus étroite de l'appropriation capitaliste, la contradiction entre le caractère mondial des forces productives et les formes nationales dans lesquelles elles se meuvent. En conséquence de quoi, le recours effréné à ces artifices prépare en réalité les conditions d'une nouvelle déflagration.

Celle-ci est inévitable même s'il est vain de vouloir en prédire les délais et les contours exacts. Ce qui est certain en

revanche, c'est que cette nouvelle explosion se déroulerait dans des conditions autrement différentes. L'ensemble des institutions au service des oligopoles et du capital financier par lesquelles la bourgeoisie est parvenue depuis 1945 à contenir l'immense purge de capital ne disposent guère plus de marges de manœuvre pour soutenir artificiellement l'accumulation du capital : l'endettement des États atteint un niveau déjà record et les banques centrales ne pourront pas gonfler éternellement leur bilan. Tout cela augure des jours terribles pour le prolétariat mondial, complètement déboussolé et affaibli par la tendance à la décomposition du mouvement ouvrier : pour la bourgeoisie, il va devenir impératif d'amplifier les coups portés contre la valeur de la force de travail.

Pourtant, c'est précisément cette actualité de l'impérialisme pourrissant qui rend tout aussi brûlante la nécessité du socialisme. La seule façon de résoudre de manière positive pour l'humanité la contradiction fondamentale du

capitalisme, c'est le socialisme comme l'indiquait Lénine en conclusion de son ouvrage « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* » : « *Mais ce qu'il y a derrière cet entrelacement, ce qui en constitue la base, ce sont les rapports sociaux de production et leur perpétuel changement. Quand une grosse entreprise devient une entreprise géante et qu'elle organise méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements, l'acheminement des deux-tiers ou des trois-quarts des matières premières de base nécessaires à des dizaines de millions d'hommes; quand elle organise systématiquement le transport de ces matières premières jusqu'aux lieux de production les mieux appropriés, qui se trouvent parfois à des centaines et des milliers de verstes; quand un centre unique a la haute main sur toutes les phases successives du traitement des matières premières, jusque et y compris la fabrication de toute une*

série de variétés de produits finis; quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs (vente du pétrole en Amérique et en Allemagne par la « Standard Oil » américaine), alors, il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production et non point d'un simple « entrelacement », et que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec son contenu, qui doit nécessairement entrer en putréfaction si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination, qui peut continuer à pourrir pendant un laps de temps relativement long (dans le pire des cas, si l'abcès opportuniste tarde à percer), mais qui n'en sera pas moins inéluctablement éliminée. »

Le 15 mai 2018


BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 20 EUROS)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. - 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- Numéro°ISSN: 0763790 X -- Imprimerie spéciale

 Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr

Supplément à « Combattre pour le socialisme » n°68 (20 avril 2018)



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction
du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Supplément à CPS n°68 – 20 avril 2018

La bataille engagée à la SNCF : enjeu décisif pour tout le prolétariat et la jeunesse

La condition pour vaincre le gouvernement Macron Philippe :

- **imposer le front uni des organisations syndicales**

sur les vraies revendications des cheminots :

Défense inconditionnelle du statut !

Retrait du projet de loi du gouvernement

- **imposer la rupture totale et définitive de la concertation**

avec le gouvernement, qui ne peut être autre chose qu'une concertation pour la mise en œuvre de sa réforme

Un enjeu décisif pour l'avenir des travailleurs et de la jeunesse

La grande majorité des travailleurs et de la jeunesse en ont une claire conscience : ou bien les travailleurs et jeunes réussissent à imposer au gouvernement de reculer sur son projet de liquidation du statut des cheminots, et la voie est ouverte pour imposer au gouvernement de remballer sa loi de sélection à l'université, son projet de liquidation du statut de la Fonction publique, et l'ensemble de ses contre-réformes. Ou bien, dans le cas contraire, c'est une déferlante anti-ouvrière qui va s'abattre sur eux : liquidation des régimes de retraite, augmentation massive des droits d'inscription à l'université visant à en fermer définitivement les portes aux enfants de travailleurs, contre-réforme de l'Hôpital public, etc.

La disponibilité des cheminots à combattre ne fait aucun doute

Les 3 et 4 avril, puis les 8 et 9 et à nouveau les 13 et 14, les cheminots, particulièrement les conducteurs et contrôleurs, ont fait massivement grève. Ils ont ainsi manifesté leur disponibilité pour affronter le gouvernement et le vaincre. Pourtant Macron à la suite de Philippe a réitéré sa volonté d'imposer la liquidation du statut. Philippe a réaffirmé de la manière la plus claire : « L'ouverture à la concurrence et la fin du recrutement sous statut ne sont pas négociables ». Le 17 avril, l'Assemblée nationale a adopté la loi d'habilitation permettant au gouvernement de légiférer par ordonnances. Ce vote, s'il ne signifie pas encore que les cheminots ont définitivement perdu la bataille, représente un coup de première importance qui leur est porté.

La participation des dirigeants syndicaux à la concertation pave le chemin du gouvernement

Dans ces conditions, les travailleurs, les cheminots en particulier sont en droit de s'interroger : que signifie la volonté maintenue coûte que coûte des dirigeants syndicaux de participer à la concertation ? Que signifie-t-elle alors que Philippe déclare que la fin du recrutement sous statut « n'est pas négociable » et que la discussion ne peut porter que sur « les modalités de mise en œuvre » de la contre-réforme du gouvernement. Que signifie le fait de continuer à participer à la concertation alors que la loi d'habilitation est votée ? Aujourd'hui les dirigeants syndicaux demandent qu'elle continue... avec Philippe, alors même que celui-ci annonce la filiation du fret ! La continuation de la concertation, qu'elle ait lieu avec Borne ou demain avec Philippe, ne peut signifier qu'une chose : accepter d'entrer dans une discussion sur la mise en œuvre de la réforme !

Pourquoi le mot d'ordre de « défense du statut » est-il tabou dans les communiqués syndicaux ?

Tout le monde le sait : le cœur de la contre-réforme gouvernementale, c'est la liquidation du statut. La défense du statut, c'est ce qui soude les cheminots contre le gouvernement. Du reste, c'est là une question décisive pas seulement pour les cheminots. La liquidation du statut des cheminots, c'est la première étape, la seconde étant la liquidation du statut de la Fonction publique telle qu'elle est contenue dans le projet Philippe-Darmanin-Dussot (recrutement par contrat et non plus par concours, plan de départs « volontaires » de dizaines de milliers de fonctionnaires, salaire « au mérite », etc.). Pourtant, la défense du statut n'est jamais mentionnée dans les communiqués syndicaux.

Dans une interview au journal *Le Monde* du 12 avril, Martinez, secrétaire général de la CGT nous fait bien comprendre qu'il ne s'agit en rien d'un oubli. Évoquant la concertation, il déclare : « Le gouvernement voulait limiter le débat au statut des cheminots. Or celui-ci s'est déporté sur des questions essentielles... La CGT a contribué à recentrer le débat en mettant sur la table son projet pour l'évolution de l'entreprise. Tant que le gouvernement refuse (...) d'avoir une vraie discussion, ce n'est pas de nature à ce que le conflit cesse. »

Ainsi pour les cheminots, la « question essentielle », ce serait le projet d'« évolution de l'entreprise » concocté par les dirigeants CGT, la défense du statut étant à contrario « inessentielle » ?

Ainsi se trouve évacuée la véritable revendication des cheminots. Ainsi se trouve justifiée la participation à la concertation. En lieu et place de la défense des revendications, une discussion entre gens de bonne compagnie sur les « projets d'évolution » de la SNCF des uns et des autres.

Martinez : « la CGT n'a pas pour but de faire tomber Macron »

Martinez livre dans la même interview la raison profonde de cette orientation mortifère pour les cheminots : « La CGT n'a pas pour but de faire tomber Macron ».

Or une chose est claire. Il est impossible d'obtenir le retrait de la contre-réforme du gouvernement sans l'affronter. Et il est incontestable que si une défaite était infligée par les cheminots au gouvernement, la question d'en finir avec le gouvernement Macron-Philippe se trouverait immédiatement posée.

Poser, ainsi que le fait Martinez, comme principe que Macron doit rester en place, implique de saborder toute possibilité de mener un combat conséquent pour défaire le gouvernement. Il n'y a pas d'autre explication à l'in vraisemblable « tactique de lutte » adoptée par les appareils syndicaux : la grève deux jours suivie de trois jours de reprise, puis à nouveau deux jours de grève et ce pendant trois mois... ou plutôt jusqu'à épuisement des cheminots.

Pour éviter la défaite que leur préparent les dirigeants syndicaux, les cheminots devront imposer aux dirigeants syndicaux leur propre volonté

Il faut dire la vérité. Si les cheminots n'arrivent pas à briser le carcan dans lequel ils sont enfermés par les directions syndicales, ils sont condamnés à être vaincus. Cela signifie :

- imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils reprennent leurs vraies revendications : retrait de la contre-réforme gouvernementale, abrogation de la loi d'habilitation, défense inconditionnelle du statut
 - imposer par conséquent la rupture totale et définitive de la concertation de mise en œuvre des modalités de la réforme gouvernementale
 - en finir avec la tactique de la « grève perlée », imposer aux dirigeants tant que c'est encore possible qu'ils appellent à la grève totale jusqu'à satisfaction, c'est-à-dire jusqu'à l'abrogation de la loi. Cela ne peut sûrement pas se faire par l'appel à la reconduction de la grève dépôt par dépôt comme le préconise le syndicat SUD et quelques autres. La grève reconductible, c'est la dislocation de la force des cheminots, certains dépôts décidant de la grève, d'autres non, etc.
 - Cela suppose au contraire d'imposer aux dirigeants syndicaux la convocation de véritables assemblées générales élisant leurs délégués mandatés, délégués se réunissant nationalement en un Comité central de grève intégrant les organisations syndicales et imposant aux dirigeants le respect du mandat donné par les cheminots.
-

Le sort de la jeunesse dans son combat contre la sélection à l'université et celui des cheminots sont étroitement liés

On peut le remarquer : la mobilisation de la jeunesse, malgré ses limites, a repris une certaine vigueur en relation avec la volonté de combat telle qu'elle s'est manifestée chez les cheminots. Des assemblées massives se sont tenues notamment à Montpellier, Rennes, Metz, Nanterre, et plusieurs facultés parisiennes.

La raison de la mobilisation étudiante, c'est la loi ORE qui instaure la sélection à l'entrée de l'université, et qui vise à en interdire l'accès aux jeunes d'origine populaire. Pour ceux-ci, le gouvernement a prévu l'extension de l'apprentissage, la plupart des limitations légales à la surexploitation des apprentis ayant été abrogées.

La sélection à l'entrée des facs se combine avec la destruction du bac comme diplôme national anonyme, le contrôle continu le transformant en diplôme d'établissement. D'ores et déjà, on apprend qu'à Paris-Descartes la sélection se fait sur la base des notes du lycéen, ces notes étant « pondérées » selon l'établissement d'origine (un 15 obtenu au lycée de Stains en Seine Saint-Denis n'aura pas la même valeur que celui obtenu à Louis Le Grand !).

Macron-Philippe envoient leurs flics et leurs supplétifs, des groupes de nazillons, contre les étudiants

L'instauration de la sélection à l'université est un objectif de la bourgeoisie poursuivi avec constance depuis un demi-siècle. C'est en particulier la réforme Fouchet l'instaurant qui a constitué le point de départ de la mobilisation de la jeunesse en mai 1968.

Macron-Philippe poursuivent les mêmes objectifs que de Gaulle en 1968, avec les mêmes méthodes. À Montpellier, c'est organisée par l'administration de la fac qu'intervient la horde de nazillons contre les étudiants et avec la complicité des flics. Et 50 ans après, les CRS envahissent à nouveau la Sorbonne. Partout les flics interviennent ou sont sur le point de le faire.

Concertation avec les dirigeants syndicaux et répression policière : les deux facettes complémentaires de la politique gouvernementale

Mais en même temps que la police de Macron frappe les étudiants de Montpellier, envoie les blindés à Notre-Dame-des-Landes, la concertation va bon train à l'université. Rappelons que c'est sur la base de 55 réunions de concertation avec notamment les dirigeants du SNESup et de l'UNEF que le gouvernement a pu présenter sa loi et la faire adopter à l'Assemblée nationale. Jusqu'à il y a quelques jours, la concertation continuait dans le dos des étudiants et des professeurs d'université, avec les dirigeants du SNESup et de l'UNEF sur le décret-licence qui vise à liquider toute une série de garanties dont disposaient les étudiants pour la passer (compensation de notes, session de rattrapage, possibilité de redoublement), et surtout à la transformer en diplôme-maison, de valeur inégale selon la fac, en faisant sauter le minimum légal de 1 500 heures d'enseignement. Par ailleurs, il s'agit d'en soumettre totalement le contenu aux desideratas patronaux comme le révèle en toute franchise le SGEN-CFDT – qui y est bien sûr favorable, décrivant ainsi le thème d'un des « groupes de travail » de la dite concertation : « *L'objectif de ce groupe de travail sera de réfléchir aux questions suivantes... Comment sensibiliser à l'entrepreneuriat, favoriser l'alternance et, enfin, renforcer, dans les formations professionnalisantes, les liens avec le monde socio-économique ?* »

Il faut noter cependant ce fait récent d'importance : tout en protestant de son attachement au « dialogue social », la direction du SNESUP ainsi que Sup-recherche-UNSA ont annoncé qu'ils cessaient de participer à la « concertation licence ». Ce résultat doit être entièrement mis au compte de la pression exercée sur elle par les enseignants et étudiants. Mais, toute honte bue, dans le même temps les dirigeants de l'UNEF ont annoncé qu'ils continueraient à participer.

Les problèmes politiques auxquels sont confrontés les étudiants sont de même nature que ceux que rencontrent les cheminots

C'est dire que les étudiants et professeurs dans leur mobilisation ont à surmonter les mêmes problèmes politiques que les cheminots. Tout comme les dirigeants syndicaux à la SNCF continuent à coopérer avec le gouvernement à travers la concertation, il en va de même à l'université pour les dirigeants de l'UNEF.

Les groupes dit « autonomes » qui se sont souvent projetés à la direction des étudiants dans les facs jouent un rôle strictement complémentaire à celui des dirigeants de l'UNEF. Quand ceux-ci collaborent avec le gouvernement via la concertation, les « autonomes » pour leur part visent de manière constante à noyer la seule revendication qui peut rallier la masse des étudiants, à savoir celle de l'abrogation de la loi ORE dans une myriade de « revendications » bidon. Cela s'accompagne des fariboles sur les « universités autogérées », par exemple sur « la commune libre de Tolbiac », et autres mystifications. Les uns et les autres (dirigeants de l'UNEF et « autonomes ») s'entendent parfaitement... pour organiser la division avec deux coordinations rivales, et les pseudo-actions visant à éviter la centralisation de la mobilisation contre le gouvernement !

Sur quel axe les étudiants peuvent ils surmonter les obstacles à leur combat ?

Pour espérer vaincre, les étudiants doivent imposer d'abord la rupture immédiate de la concertation : dirigeants de l'UNEF, cessez sans délai la discussion avec le gouvernement !

Un seul mot d'ordre : abrogation de la loi ORE !

Hors des facs, les flics et leurs supplétifs nazillons ! L'autodéfense face à la répression policière ne peut être l'affaire des seuls étudiants. Il faut imposer aux dirigeants des confédérations ouvrières qui dans le meilleur des cas se contentent de protestations platoniques contre la répression, la mise en place de comités de défense des étudiants dans l'unité des organisations

Non aux fermetures des facs ! Report des épreuves d'examen jusqu'à l'abrogation de la loi ORE !

Pour une vraie et unique coordination nationale dans la tradition étudiante intégrant et imposant ses décisions aux dirigeants de l'UNEF, sur la base de délégués mandatés, la quantité de délégués étant proportionnée à l'importance des AG.

Ouvrir une issue politique

Le gouvernement table sur le fait que la politique des dirigeants syndicaux et de leurs supplétifs lui permettra tant chez les cheminots qu'à l'université de porter un coup crucial au prolétariat. Et c'est pourquoi il annonce déjà la suite : concertation sur la « retraite à points » (qui a commencé avec les « partenaires sociaux »), liquidant les garanties existantes, deuxième « journée de solidarité » instaurant d'une nouvelle journée de travail gratuit, augmentation massive des droits d'inscription comme la ministre Vidal a commencé à la mettre en place dans son université d'origine à Nice avec la licence à 4 000 euros. En même temps, l'infâme loi Asile et immigration est discutée à l'Assemblée. Et Macron projette une « réforme constitutionnelle » visant à réduire encore le rôle de l'Assemblée nationale au profit du président-bonaparte (extension du recours aux ordonnances, généralisation de l'irrecevabilité des projets de loi et amendements parlementaires, etc.)

Cette avalanche d'attaques pose évidemment la question d'en finir avec le gouvernement Macron-Philippe. Mais cette question ne peut véritablement se poser que si ce même gouvernement subit une défaite sur le terrain de la lutte des classes. En ce sens, le premier pas réel dans le sens d'en finir avec Macron-Philippe consiste à combattre la politique de ceux qui à la direction des organisations syndicales sont depuis un an les grands organisateurs des défaites ouvrières.

C'est à cette aune qu'il faut apprécier les diverses initiatives auxquelles appellent (ou organisent) diverses forces politiques en particulier La France Insoumise notamment la manifestation du 5 mai : « faire la fête à Macron ». Il faut le noter : LFI s'est prononcé à l'Assemblée nationale pour le remplacement du statut cheminot par une « convention collective des travailleurs du rail », ce qui est exactement l'objectif... du gouvernement. Mélenchon lui-même ne manque pas une occasion d'affirmer son soutien à la politique des directions syndicales. Dans ces conditions, la manifestation du 5 mai ne vise à rien d'autre qu'à donner un os à ronger aux travailleurs qui légitimement cherchent la voie politique pour en finir avec le gouvernement.

À l'inverse, les militants regroupés autour du bulletin « Combattre pour le Socialisme » ont pour objectif d'aider travailleurs et jeunes à surmonter les obstacles mis par les appareils dirigeants des syndicats à leur combat. C'est sur la base d'une défaite du gouvernement que pourra être posée la question d'en finir avec lui, et de lui substituer un gouvernement du front unique des organisations ouvrières dont les masses exigeront satisfaction de leurs revendications.

Macron, emboitant le pas à Trump, a décidé d'envoyer son aviation pour bombarder en Syrie. L'objectif annoncé n'est pas de renverser Bachar El Assad mais de traiter avec lui dans un état d'affaiblissement tel qu'il accepte les conditions des puissances impérialistes. Quant au prétexte « humanitaire », il suffit de rappeler qu'au Yémen, c'est avec des armes françaises que l'Arabie saoudite bombarde hôpitaux et écoles, massacrant la population civile. Il faut noter que l'opposition formulée par le PCF, LFI à cette intervention – que le PS a approuvée ! - l'a été au nom de la légitimité de l'ONU, cette « caverne de brigands » dont les troupes s'illustrent en ce moment en République centrafricaine - 18 morts lors de la répression d'une manifestation demandant leur départ ! La seule position ouvrière consiste à combattre : À bas l'intervention impérialiste ! Retrait immédiat des troupes françaises du Moyen-Orient !

Supplément Universités à « Combattre pour le socialisme » (20 avril 2018)**COMBATTRE POUR LE SOCIALISME**

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction
du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Supplément UNIVERSITÉS à CPS n°68
20 avril 2018

Abrogation de la loi ORE !**Retrait pur et simple du projet de décret sur la licence !****À bas la répression ! Flics hors des facs !****Comment vaincre le gouvernement Macron-Philippe-Vidal ?**

Le 8 mars, Macron signait sous l'œil des caméras la loi introduisant la sélection à l'entrée de l'université. Depuis plusieurs semaines, une fraction de la jeunesse étudiante se dresse et cherche les voies et les moyens de combattre cette offensive. Dans plusieurs universités, des assemblées générales massives se sont tenues, à Toulouse, Montpellier, Nantes, Rennes ou Nanterre, des dizaines de milliers d'étudiants se sont réunis et formulent l'exigence de l'abrogation de la loi ORE. Les enseignants cherchent aussi le moyen pour refuser de faire le sale boulot de la sélection, qui résulte de l'application de Parcoursup.

Mais ces étudiants subissent une féroce répression de l'État et des présidences d'Université. Pour les faire taire à tout prix, ils ferment des universités pour empêcher la tenue des AG, agitent la menace des examens, envoient partout les flics ou sont sur le point de le faire et permettent à des bandes fascistes de perpétrer des opérations commandos sur les facs en toute impunité. Mais à n'en pas douter, une frange toujours plus grande de la jeunesse et des enseignants est littéralement révoltée par cette répression et tente de la combattre.

**L'objectif de Macron : exclure la grande masse des étudiants de l'université
et détruire les diplômes nationaux**

Au cœur de la loi ORE, il y a la suppression du BAC comme premier diplôme universitaire. Sa première conséquence est la mise en place, à marche forcée, de la plate-forme Parcoursup, machine à barrer l'accès aux études supérieures pour les jeunes lycéens. Après avoir prétendu pendant des mois le contraire, la ministre Vidal a reconnu que l'absence de réponse positive le 6 septembre équivaldrait à un refus ! La sélection sociale est à peine voilée. Tout est fait dans Parcoursup pour décourager les lycéens de s'inscrire à l'université, notamment ceux des filières pros ou technologiques issus majoritairement des milieux populaires. Certaines universités ont avoué que, n'ayant pas les résultats du BAC, la sélection se ferait sur les notes des lycéens... pondérées par leur lycée d'origine !

Mais pour le gouvernement, ce n'est qu'une première étape. Ainsi, il prépare un projet de décret pour instaurer une licence « à la carte » qui pourrait durer de 2 à 4 ans. Au programme : suppression des rattrapages et de la compensation des notes, mais aussi celle du plancher des 1 500 heures d'enseignements. Ceci aura de lourdes conséquences sur le statut des enseignants-chercheurs dont le service reste basé sur ces heures dites de « présentiels ». Le gouvernement n'a-t-il pas d'ores et déjà engagé une concertation sur « une meilleure reconnaissance de la formation » dans leur métier ? Il s'agit également de « sensibiliser à l'entrepreneuriat, favoriser l'alternance et, enfin, renforcer, dans les formations professionnalisantes, les liens avec le monde socio-économique ». En clair, faire de la licence un « diplôme maison » sous la coupe du patronat et sans valeur sur le marché du travail.

À quoi se heurtent les étudiants ?

Aujourd'hui, en dépit du caractère massif de certaines AG et du rejet profond que suscitent la loi ORE et le projet décret de modification de l'arrêté licence chez les étudiants, le mouvement se heurte à de nombreux obstacles.

Tout d'abord, les étudiants se retrouvent isolés face à la répression, historique à bien des égards, qui s'inscrit entièrement dans la marche à l'État policier engagée depuis plusieurs années et renforcée par Macron. Les directions de l'UNEF et du SNESup ne défendent toujours pas l'exigence franche : « **À bas la répression, flics hors des facs, réouverture immédiate des facs, constitution de comités de défense** » ! Les directions de confédérations et fédérations syndicales ouvrières, CGT, FO et FSU, portent également une responsabilité considérable en n'œuvrant pas à la mise en place de ces comités de défense contre les agressions policières et fascistes, au compte du combat historique du mouvement ouvrier en défense des libertés démocratiques.

Pour parvenir à ses fins le gouvernement utilise d'un côté la matraque et de l'autre le dialogue social. Bien évidemment, tout dévoué à la cause du capital financier, il ne s'agit pas pour lui de prendre en compte la moindre des revendications des étudiants ou des salariés, il s'agit tout simplement de faire endosser ses contre réformes par les syndicats. C'est la méthode qui lui déjà permis de faire adopter la loi ORE, celle qu'il avait auparavant utiliser pour les ordonnance contre le code du travail. C'est ainsi qu'ont commencé les concertations sur le projet de décret licence. Les dirigeants du SNESup viennent d'annoncer qu'ils refusaient d'y participer pour ne pas « être utilisés pour cautionner une nouvelle concertation qui a pour seul but de détourner les organisations syndicales de leur combat auprès des collègues contre la loi ORE et la plate-forme Parcoursup ». Ils le font parce que ce serait un dévoiement du dialogue social et non pas dans le but de combattre pour exiger le retrait de ce projet. Il reste que c'est un point d'appui pour **exiger que toutes les directions syndicales boycottent cette concertation, et en premier lieu celle du syndicat étudiants l'UNEF, et ce définitivement, pour exiger le retrait pur et simple de ce projet de décret licence.**

Du côté des enseignants, il y a de multiples prises de positions locales refusant, à des degrés divers, la participation à la mise en œuvre de Parcoursup, témoignant de leur rejet grandissant de cette loi. Mais cela ne revient au mieux qu'à en ajourner l'application. Comment

pourrait-il en être autrement ? En effet, les directions syndicales, UNEF et SNESup en premier lieu, continuent de participer massivement aux instances des universités (CA, conseils d'UFR, CFVU). Ces instances, sous la coupe de leur président qui n'hésite plus à faire appel à la police pour mater les étudiants, appliquent avec zèle la loi ORE. Après avoir défini les capacités d'accueil, puis des critères de sélection –et ce avant même que la loi soit votée ! –, ils appliquent aujourd'hui Parcoursup et décident des procédures de tris des étudiants que les enseignants vont devoir mettre en œuvre. Le premier acte d'un véritable combat unifiant étudiants et enseignants pour l'abrogation de la loi ORE, et donc de Parcoursup, ne serait-il pas **que les directions de tous les syndicats appellent leurs représentants à boycotter ces instances qui appliquent la loi ORE ?**

Comment gagner ?

Pour gagner les étudiants ont besoin de construire une véritable Coordination Nationale sur le modèle de 1986. Constituée de délégués élus par des AG dans toutes les facs, mandatés par les étudiants, et intégrant les syndicats, elle avait permis aux étudiants de centraliser et d'organiser un combat victorieux obligeant le gouvernement à battre en retraite et retirer son projet de loi. Aujourd'hui, les étudiants sont pris entre plusieurs feux. L'UNEF qui refuse tout affrontement avec le gouvernement et veut garder le contrôle de la CNE, utilisant pour cela des mandats d'AG croupions, et de l'autre les groupes dit « autonomes » qui se sont souvent projetés à la direction des étudiants dans les facs à l'aide de « comité de mobilisation » qui ne représentent qu'eux-mêmes. Ils cherchent à noyer la seule revendication qui peut rallier la masse des étudiants, à savoir celle de l'abrogation de la loi ORE, dans une myriade de « revendications ». France Insoumise n'est pas en reste ajoutant au concert des journées d'actions des appareils syndicaux, leurs propres initiatives. Les uns et les autres s'entendent parfaitement... pour organiser la division visant à éviter la centralisation de la mobilisation contre le gouvernement !

Malgré son influence déclinante chez les étudiants en raison de ses trahisons répétées, l'UNEF demeure incontournable pour les étudiants – tout comme le SNESup pour les enseignants – comme l'illustre la place de choix que lui accorde le gouvernement dans le dialogue social et son rôle central dans la CNE. Peut-on imaginer faire ravalé à ce gouvernement sa loi ORE sans **imposer à leurs dirigeants de rompre avec ce gouvernement et de réaliser le front unique autour de nos revendications ? : Pour l'abrogation de la loi ORE et le retrait pur et simple du projet de décret sur la licence ! À bas la répression ! Flics hors des facs ! Pour une vraie et unique coordination nationale des étudiants intégrant et imposant ses décisions aux dirigeants de l'UNEF, sur la base de délégués mandatés, la quantité de délégués étant proportionnée à l'importance des AG.**

Pour une organisation révolutionnaire de la jeunesse

La volonté du banquier Macron d'en finir une fois pour toute avec le droit aux études procède des besoins du capitalisme en crise. Non seulement à cause du coût de l'enseignement supérieur, mais plus encore parce qu'il continue de délivrer des diplômes nationaux reconnus par les conventions collectives qui sont des obstacles à la surexploitation et à la baisse de la valeur de la force de travail de l'ensemble du prolétariat, à commencer par celle de la jeunesse. Partout sur la planète, le capitalisme en crise survit au prix d'une barbarie gigantesque et grandissante : les guerres impérialistes, le sort réservé aux migrants, la surexploitation des classes laborieuses des pays dominés, les dégâts toujours plus grands infligés à notre planète, la remise en cause des conquêtes ouvrières arrachées par des décennies de combat du prolétariat.

Face à cela, il n'y a pas d'autre perspective pour la jeunesse que de s'armer politiquement et de s'organiser pour en finir avec le capitalisme, liant son combat aux combats du prolétariat pour jeter les bases d'une autre société : le socialisme, où les moyens de production seront socialisés et où les richesses produites par l'humanité seront destinées à la satisfaction des besoins sociaux, où la destruction de la planète sera stoppée.

La tâche des jeunes révolutionnaires est aujourd'hui de combattre au côté de la jeunesse étudiante, de discuter des voies et des moyens pour vaincre Macron et son gouvernement. Une telle victoire ouvrirait la voie à d'autres combats victorieux comme l'a fait celui des étudiants en 1986, qui avait trouvé son prolongement dans la défaite du gouvernement Chirac en 1988. Mais, de Mitterrand à Hollande, tous les gouvernements qu'ils ont dirigés au nom du PS et qui se sont succédé depuis près de 30 ans, ont poursuivi la même politique contre la jeunesse et la population laborieuse pour le compte des intérêts du capitalisme. Car, le PS comme tous les vieux partis issus du mouvement ouvrier, les dirigeants des syndicats, ont depuis longtemps donné la mesure de leur pourrissement bureaucratique, de leur trahison et de leur intégration servile à la société capitaliste qu'ils ne veulent pas remettre en cause. C'est la raison pour laquelle ils se dressent en obstacle et ne veulent pas organiser le combat pour affronter et vaincre Macron et son gouvernement.

Pour mener ces combats, balayer les obstacles dressés par les vieux appareils, il nous faut construire une organisation révolutionnaire de la jeunesse.



Les militants interviennent et informent C.P.S.

Compte-rendu de délégation aux bureaux syndicaux de la Ratp au nom des 500 signataires de l'adresse suivante :

Nous soussignés, syndiqués et non syndiqués, nous adressons aux bureaux syndicaux de la Ratp afin :

- qu'ils rendent publiques les attaques contenues dans le "projet de modification du statut du personnel",
- qu'ils prennent position pour le retrait immédiat de ce projet,
- qu'ils rompent toute forme de participation à des commissions de travail, concertations, négociations etc. avec la Direction,
- qu'ils convoquent dans l'unité une assemblée générale du personnel de la Ratp qui décidera de prendre toute initiative nécessaire pour obtenir le retrait du "projet de modification du statut du personnel" incluant la liquidation du règlement des retraites,
- qu'ils s'adressent à leur tour aux confédérations et fédérations syndicales pour qu'elles prennent position contre le projet du gouvernement Macron-Philippe de liquidation des régimes de retraites par répartition, pour son abandon, qu'ils rompent avec ce gouvernement anti-ouvrier.

Une délégation composée de 6 agents de la Ratp ayant pris part à l'initiative de l'adresse, 4 conducteurs métro-Rer et 2 machinistes, s'est rendue aux bureaux syndicaux le 26/03/2018.

La délégation s'est rendue au bureau syndical de la Cgt-bus (85 rue Charlot) :

Elle a été reçue, par Ivica Ilic, responsable syndical :

- La délégation : « On vous a envoyé une adresse signée par 500 agents Ratp, vous n'avez pas répondu, pourquoi ? »
- Ilic : « On ne l'a pas reçue, tant que les instances ne se sont pas réunies, on ne peut rien dire, c'est la démocratie. »
- Un relevé permanent du syndicat Cgt-métro-Rer qui se trouvait là : « Vous êtes des trous du cul, vous méritez des coups de boules. »
- La délégation : « Tu craches sur les 500 signataires. »
- Ilic : « Un dirigeant du syndicat du ferré vous attend pour vous répondre. »

La délégation s'est alors présentée au bureau syndical de la Cgt-métro-Rer.

Elle a été reçue par Frédéric Le Goff, membre du bureau syndical :

- La délégation : « On vous a envoyé une adresse signée par 500 agents Ratp, vous n'avez pas répondu, pourquoi ? »
- Le Goff : « Il n'y a pas encore de discussion sur le statut, il y a des choses à négocier, le droit syndical. »
- La délégation : « ce n'est pas pour ça qu'on est venu, il y a 500 collègues qui ont signé l'adresse, ils ont été insultés, qu'est-ce que tu leur réponds ? »
- Le Goff : « Ce n'est pas mon propos, on peut avoir des divergences, on a une divergence sur la négociation. On ne quittera pas la table, l'assemblée générale [du personnel de la Ratp] : non, on consultera nos syndiqués. »
- La délégation : « Le dialogue social n'apporte que des défaites, on perd tous nos acquis. Pas touche au statut ! Dénoncez le projet de modification ! »
- Le Goff : « Le projet, je ne l'ai pas vu passer. »
- La délégation, lui mettant le projet sous le nez : « Tiens le voilà ! Il est connu depuis décembre, tu nous ballades. »
- Le Goff : « Il y a des choses qui ont évolué dans le statut, il y en aura d'autres, elles peuvent être favorables. La Cgt a vocation à négocier. »
- La délégation : « C'est le contraire de ce que les travailleurs demandent, ce qu'ils exigent, c'est le retrait total du projet de modification du statut du personnel, c'est la rupture du dialogue social ! »
- Le Goff : « J'informerai le bureau syndical et la commission exécutive de la délégation qui s'est présentée, mais je peux vous dire tout de suite qu'on ne quittera pas la table de négociation. »

La délégation s'est ensuite rendue au bureau syndical Force ouvrière de la Ratp (67 rue de Turbigo).

Elle a été reçue par Bertrand Le Disquet, membre de la commission exécutive fédérale des transports.

- La délégation : « On vous a envoyé une adresse signée par 500 agents Ratp, vous n'avez pas répondu, pourquoi ? »
- Le Disquet : « Nous ne pratiquons pas la politique de la chaise vide. » » Les jeunes ne veulent plus bouger. »
- La délégation : « Ca fait des années que vous êtes sur votre chaise et que nos acquis reculent. En ce qui concerne les jeunes, lorsque la revendication et les moyens de l'obtenir sont justes, ils se mobilisent comme les autres. »

La délégation prise par le temps, a téléphoné à l'Unsa-Ratp et à Solidaires-Ratp qui étaient sur répondeur, elle a laissé un message, sans réponse à ce jour. Le correspondant de Sud-Ratp François Yann s'est dit intéressé par l'adresse et impressionné par les 500 signatures, Il a indiqué qu'il en informerait les dirigeants du syndicat dont Hervé Techer, secrétaire général et délégué central d'entreprise, sans nouvelles depuis.

.../...

À ce jour (03/04/2018), l'adresse a été signée par 520 travailleurs de la Ratp, syndiqués et non-syndiqués, des lignes A et B du Rer, des lignes 2 et 7 du métro et du dépôt de bus de Vitry.

Tous les bureaux syndicaux par leurs réponses ou non-réponses disent la même chose : à savoir qu'ils ne répondront pas aux exigences des 520 signataires de l'adresse, qui représentent pourtant la volonté de la majorité des agents de la Ratp où l'initiative a été prise. Pour 9 signatures de l'adresse, il n'y a qu'un refus, la plupart du temps de la part d'un représentant syndical.

La première chose que les bureaucrates syndicaux répondent c'est qu'ils s'accrocheront coûte que coûte à la table de négociation ou de concertation. Ce qu'il en coûte à présent c'est notre statut incluant le règlement des retraites.

Dans Fréquence, la publication du Comité d'entreprise, les représentants syndicaux Cgt et Unsa "observent", sans plus s'émouvoir : « une tendance de la Ratp à privilégier l'embauche de titulaires de permis D pour disposer de machinistes opérationnels plus vite et baisser les coûts de formation. Plus âgés, ils sont employés en Cdi et non sous statut, ce qui représente des avantages évidents dans le cadre de l'ouverture à la concurrence. » « La Ratp semble anticiper le phénomène en accélérant le recrutement des plus de 35 ans, notamment à Bus. Ce qui devait être l'exception (le Cdi), dérogeant au principe du statut, devient progressivement la règle... ». Cela devrait pourtant suffire à sonner immédiatement l'alarme et la mobilisation du personnel, d'autant que l'embauche hors statut, en Cdi, concerne toutes les catégories de la Ratp.

Alors que les dirigeants syndicaux de la Sncf appellent les cheminots à un mouvement disloqué : "la grève en pointillé", Le Monde (17/03) rapporte que le rythme et l'intensité des réunions de concertation donne le tournis aux dirigeants syndicaux : « En plus des séances au ministère, ils nous ont ajouté la négociation sur le plan stratégique de Pepy, soupire M. Aubert (Cfdt-cheminots). Ce sont les cadences infernales. »

Le 3 avril, 1er jour du mouvement auquel ils ont appelé les cheminots, Philippe Martinez (Cgt), sur France-Inter, s'est dit d'accord avec Laurent Berger (Cfdt) qui déclarait au Figaro : « Plus vite on discutera avec l'exécutif [le pouvoir], plus on a de chances d'éviter un conflit dur que je ne souhaite pas. »

Exprimer notre solidarité avec les cheminots, c'est défendre notre propre statut en poursuivant l'initiative des 520 signataires de l'adresse aux bureaux syndicaux, pour leur imposer notre volonté.

Chaque occasion doit être utilisée pour interpeller les dirigeants syndicaux pour qu'ils se mettent au service des travailleurs, en défendant leurs revendications :

- Bas les pattes devant le statut !
- Retrait du projet de modification du statut du personnel !
- Rupture avec la direction !
- Assemblée générale du personnel de la Ratp qui décidera des mots d'ordre et des moyens d'action !

Massy le 03/04/2018

★

Motion du Comité délibératif fédéral départemental (CDFD) du Puy-de-Dôme (63)

Depuis le 9 avril, les discussions sur le PAP 22 du gouvernement ont commencé. Tout confirme les objectifs de ces discussions : porter un coup décisif au statut de la Fonction publique.

Les fédérations de fonctionnaires annoncent que le 15 mai la discussion portera sur le recrutement par contrat, c'est-à-dire le dépérissement du recrutement de fonctionnaires par concours. Dans ces conditions, le CDFD de la FSU ne peut que renouveler son adresse à la FSU nationale d'œuvrer à ce que les fédérations de fonctionnaires rompent cette discussion mortifère.

Adoptée à l'unanimité par le CDFD 63 le 14 mai 2018

On nous communique

Congrès national du SNASUB - FSU (Syndicat national de l'administration scolaire, universitaire et des bibliothèques)

« La fonction publique de carrière et le statut général frontalement menacés de démantèlement par le « Programme Action publique 2022 ». « Le Programme Action Publique 2022, présenté le 1er février par Edouard Philippe puis détaillé dans le document « Refonder le contrat social avec les agents publics », constitue une remise en cause sans précédent des garanties statutaires et des services publics.

Le programme est décliné en 4 chantiers déclinés ainsi :

1/ Supprimer les CHSCT en les fusionnant avec les CT ; réduire significativement le nombre des CAP en limitant leurs prérogatives à la seule étude des recours ; donner tout pouvoir aux chefs d'établissements ou Recteurs sur les promotions et mutations.

2/ Faire du recours au contrat une norme dans la Fonction publique ; le but de la concentration est de "déterminer les secteurs et missions concernés par l'extension du recours au contrat, notamment pour les métiers n'ayant pas une spécificité propre au service public".

3/ Mise à plat des déterminants de la rémunération. Comprendre ici remise en cause de la place et de l'existence de la rémunération indiciaire. La priorité du Ministre, c'est la mise en place de la « rémunération au mérite », allant vers une individualisation totale des rémunérations ;

4/ il faut « accompagner les agents » pour qu'ils soient plus « mobiles » entre corps, entre les 3 fonctions publiques, et vers la sortie de la Fonction publique à travers la mise en place d'un plan de départs volontaires. Il s'agit ici d'un dispositif qui vise à contraindre les agents à partir et à accroître la flexibilité.

Chacun de ces chantiers dynamite potentiellement les bases du statut, organisant le démantèlement du service public. »

« Le Snasub FSU se bat pour faire reculer le gouvernement et gagner le retrait du « Programme Action publique 2022 »

Texte ayant obtenu 42 % des voix (39 pour, 34 contre, 8 abstentions) :

« Il considère que la concertation mise en place à ce propos ne sert qu'à aider le gouvernement dans la réalisation de ses objectifs et se prononce en conséquence pour la rupture immédiate de ces concertations. »

Vers la liquidation finale du Parti socialiste ?

Après 2012, une succession de défaites électorales de grande ampleur

Le dernier congrès du PS s'est tenu les 7 et 8 avril 2018 à Aubervilliers. Il est intervenu près d'un an après l'élimination de son candidat Benoît Hamon dès le premier tour de l'élection présidentielle du 23 avril 2017. Hamon n'obtenait que 2 291 565 voix (6,4 % des exprimés, soit 4,8 % des inscrits), score à comparer avec celui de François Hollande au premier tour de l'élection présidentielle le 6 mai 2012 : 10 272 705 voix (28,6 % des exprimés, soit 22,3 % des inscrits). Au second tour, Hollande avait été élu président de la République en obtenant 18 000 668 voix soit 51,6 % exprimés. Au premier tour des élections législatives du 11 juin 2018, les candidats du PS ne rassemblaient que 1 685 808 voix (7,44 % des exprimés, soit 3,5 % des inscrits) à comparer au premier tour des élections législatives de juin 2012, 7 618 326 voix (29,35 % des exprimés, soit 16,5 % des inscrits). À l'issue du second tour, le PS n'a conservé que 28 députés contre 280 en 2012. En termes de députés, le PS a obtenu moins de sièges que lors de la défaite cuisante des élections législatives de 1993 (52 sièges, mais avec tout de même 17,4 % des exprimés au premier tour). Dans la nouvelle Assemblée nationale, le groupe PS et apparentés (31 députés) décidait de changer de nom en se dénommant Nouvelle Gauche.

La débâcle des élections de 2012 était annoncée par les résultats des scrutins précédents. En 2014, lors des élections municipales, le PS a perdu 196 municipalités de plus de

9 000 habitants. Entre 2008 et 2014, le PS est passé de 509 à 349 communes de plus de 9000 habitants contrôlées. Le PS a perdu 11 villes de plus de 100 000 habitants (Toulouse, Limoges, Caen, Tours, Saint-Etienne...): une véritable hécatombe. Aux élections européennes de juin 2014, le record de Michel Rocard lors de l'élection de juin 1994 a été battu. La liste Rocard avait obtenu 14,28 % des exprimés, ce qui lui avait valu d'être, dans la foulée, débarqué de la direction du PS. En juin 2014 le PS n'obtient même pas 14 % (13,98 %). En 2015, aux élections départementales, le PS a connu, selon la presse, une défaite historique. Il perd la direction de 28 départements, soit la moitié de ses positions acquises lors de la précédente élection de ce type. Après les élections régionales, le PS ne détient plus que 7 régions sur les 17 nouvelles grandes régions redessinées par François Hollande (elle en détenait auparavant 23 sur 26). Le PS voit son nombre de conseillers régionaux réduit de quasiment la moitié (de 1006 à 520).

Les raisons de cette défaite, c'est en premier lieu la violence de la politique anti-ouvrière des gouvernements successifs du quinquennat de Hollande, en totale continuité avec celle menée sous le dernier quinquennat de Sarkozy. Mais il faut aussi ajouter que la candidature de Hamon a été torpillée de l'intérieur du PS (voir plus loin), élément secondaire mais non sans importance.

Congrès du PS : presque un non-événement

Suite aux élections de 2017, le PS est entré en léthargie en disparaissant de la scène politique excepté dans les commentaires de la presse sur les défections. Commentant l'ouverture de la discussion et le dépôt des motions, *Médiapart* du 12/02/2018 titrait « *Congrès du Parti socialiste : au rythme d'une marche funèbre* ». Quatre motions d'orientation étaient soumises au vote des adhérents pour le congrès. Officiellement, 37 014 adhérents se sont déplacés lors d'un vote organisé le 15 mars 2018 (en considérant que les adhérents inscrits depuis 2015, environ 102 000, avaient droit de vote à condition de se mettre à jour de leurs cotisations). Lors d'un vote des adhérents sur des modifications statutaires du 18 janvier, seulement 20 896 votants s'étaient déplacés en section, « soit 23,34 % des 89 527 inscrits ». On notera l'incohérence des données communiquées par la direction. En deux mois, les adhérents passent de 89 500 à 102 000. Evidemment toutes les informations communiquées par la direction sont trafiquées : difficile de faire la part entre adhérents théoriques, cotisants réels et militants effectifs (notons que c'est aussi le cas pour le PCF...). En ce qui concerne ces derniers, « *Selon Luc Carvounas, le député du Val-de-Marne, qui vient de visiter une vingtaine de fédérations et a donc pu jauger sur pièce son parti, le PS pèserait actuellement tout mouillé* » guère plus de 15 à 18 000 militants ». Très remonté, un responsable fédéral est encore plus cru : « *Il faut arrêter ce jeu entre les fédérations de celui qui a la plus grosse et être honnête intellectuellement. Il ne faut plus communiquer sur les chiffres de 2016 qui englobent ceux qui sont partis vers*

Mélenchon, puis vers Macron et Hamon, sans compter ceux qui ont raccroché les gants. »

Le texte « *Socialistes, le chemin de la renaissance* » conduit par Olivier Faure est arrivé largement en tête avec 48,56 % des suffrages exprimés. Celui intitulé « *Cher.e.s camarades* » de Stéphane Le Foll est deuxième avec 26,10 %, suivi du texte « *L'union et l'espoir* » d'Emmanuel Maurel avec 18,98 % et de « *Un progrès partagé pour faire gagner la gauche* » de Luc Carvounas avec 6,36 %. D'une certaine manière, les titres des motions disent tout : leur point commun est qu'il n'y figure aucune remise en cause significative de la politique anti-ouvrière menée par les gouvernements depuis 2012.

Un débat télévisé et radiodiffusé opposait les quatre candidats le 8 mars 2018. Les commentaires de la presse : « *Pas grand-chose, en réalité. On entend les variations habituelles au lendemain des défaites, sur « le droit d'inventaire ».* Carvounas le réclame avec Maurel, mais Faure veut mettre en avant les aspects positifs de la gestion du PS sur le terrain, et Le Foll se contenter de réduire les « aspects négatifs » du quinquennat Hollande à des problèmes de « communication ». Et selon *Les Echos* du 15/03/2018, « *Stéphane Le Foll et Olivier Faure défendent tous deux une gauche social-démocrate, de gouvernement, même si le premier défend d'arrache-pied le hollandisme quand le second rappelle les désaccords qu'il avait eus durant le quinquennat pour faire la synthèse entre les sensibilités du PS. Mais ils restent l'un comme l'autre avarés en propositions concrètes* ». Lors des débats, Faure a insisté :

« J'ai été loyal à la majorité, au parti, au président mais j'ai été aussi celui qui a parfois sonné l'alerte. »

Les candidats se sont efforcés d'effacer leur passé politique : « M. Carvounas s'est refait une virginité politique. Hier porte-flingue de Manuel Valls, il défendait la loi El Khomri et fustigeait la CGT, « une caste gauchisée ». Aujourd'hui, il se fait le chantre de « l'union de la gauche ». Grognard de la Hollande, M. Le Foll devra faire oublier qu'il a été réélu député sans adversaire de La République en marche. Fin connaisseur du parti, il a le soutien de barons hollandais, comme François Rebsamen et Patrick Kanner, pour « redresser » le PS. » (Le Monde 16/04/2018)

Faure a été élu secrétaire national du PS lors d'un vote des adhérents le 29 mars. Le Foll a renoncé à se présenter au second tour. La participation n'était guère plus importante que le 15 mars : elle s'est maintenue au-dessus de 30 000 votants. En même temps, avait lieu l'élection des premiers secrétaires fédéraux. Faure pourra compter sur le soutien d'au moins 68 fédérations. L'ancien ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, tire son épingle du jeu en totalisant au moins 17 fédérations. Emmanuel Maurel 12 fédérations. M. Carvounas devra se contenter des fédérations du Val-de-Marne et des Hauts-de-Seine.

Mais Faure s'est efforcé lui aussi d'effacer les traces de son passé récent au sein du PS. Premier acte lors de l'intronisation du gouvernement Macron-Philippe à l'Assemblée nationale en juillet 2017, il s'est abstenu en déclarant vouloir « aider à réussir » Emmanuel Macron. Sur ce vote, il faut rappeler qu'au sein du groupe *Nouvelle gauche* 3 ont voté pour, 5 contre, le reste s'étant abstenu ; parmi les votes contre, le député Olivier Dussopt qui avait aussi voté contre le projet de loi de Finances 2018 : le 24 novembre 2017, il a rallié Macron et a été nommé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, au sein du gouvernement Édouard Philippe. À la désaffectation de Dussopt vient de s'ajouter celle de Delphine Batho qui rejoint Génération Ecologie, ce qui réduit le nombre de députés PS à 26). Avant d'accéder au poste de secrétaire national du PS, Faure a été président du groupe PS à

l'Assemblée nationale à partir de décembre 2016, puis du groupe *Nouvelle gauche* jusqu'en avril 2018.

Second acte, un premier bilan : vote de la loi dite « antiterroriste » ; vote « contre » la loi d'habilitation sur les ordonnances, tout en précisant à qui voulait l'entendre que le PS n'était pas pour l'abrogation des dites ordonnances ; vote contre la loi ORE, en précisant que c'est seulement du fait du manque de moyens pour l'appliquer (le dernier gouvernement dirigé par Cazeneuve avait ouvert la voie en instaurant la sélection en master). Lors du débat sur la loi d'habilitation pour les ordonnances portant sur la contre-réforme de la SNCF, le député PS Christophe Bouillon a voté contre sans nullement remettre en cause le principe de l'ouverture à la concurrence, principe cristallisé dans la loi « ferroviaire » adoptée en 2014, dont la mise en œuvre a abouti à ouvrir une première brèche dans le statut en juin 2016 (voir *CPS* n° n° 62 du 28/09/2016). Il déclarait : « on pouvait parfaitement imaginer l'ouverture à la concurrence avec un groupe public ferroviaire ayant des cheminots sous statut ». De son côté, Faure avait insisté : « sans recours aux ordonnances, le gouvernement aurait pu éviter la grève. L'ouverture à la concurrence est possible sans toucher au statut des cheminots. ». Mais surtout, Faure reste au garde-à-vous en ce qui concerne la défense de l'État bourgeois. Lors de l'hommage aux victimes de l'attentat dans l'Aude, à l'Assemblée nationale le 27 mars 2018, face aux querelles cherchées par les députés LR sur la politique sécuritaire du gouvernement, Faure est monté en première ligne en défense du gouvernement Macron-Philippe. *Le Monde* du 29/03/2018 rapporte que, face aux attaques des députés LR et FN, « l'indignation était de mise « personne ne devrait prendre prétexte du malheur qui nous frappe pour enclencher une surenchère démagogique » a déclaré Olivier Faure ».

La question posée pour la période à venir, en particulier jusqu'aux prochaines échéances électorales -les élections européennes en 2019 puis les municipales en 2020 - est : le PS pourra-t-il renaître de ses cendres ?

Retour aux origines historiques du PS et période 1905-1940

Le Parti socialiste - Section française de l'Internationale ouvrière (PS-SFIO) s'est constitué en 1905 au congrès du Globe, à Paris, sur injonction du congrès socialiste international d'Amsterdam de 1904 par l'unification de deux composantes principales, le Parti socialiste français et le Parti socialiste de France.

En août 1914, la II^e Internationale et ses partis, à l'exception du Parti bolchevik et du Parti socialiste serbe qui seront les seuls à refuser de voter les crédits de guerre, sont définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois, chacun d'eux s'alignant derrière la bourgeoisie de son pays dès le début de la première guerre mondiale. En France, les dirigeants de la SFIO se rallient à l'Union sacrée.

Dans le contexte de la vague révolutionnaire qui embrase l'Europe à la fin de la guerre, malgré sa trahison, la SFIO se reconstitue en termes d'adhésion et électoralement. En décembre 1920, au congrès de Tours, l'adhésion à la III^e Internationale ouvrière est votée par 3 028 voix contre 1 022, et 327 absents. La SFIO se divise en deux, les majoritaires créent un nouveau parti : le PS-SFIC (Section française de l'Internationale communiste) qui deviendra le PC (puis le PCF à partir d'octobre 1937).

Mais la « bolchévisation » du PC à partir de 1924, qui a abouti à une véritable épuration de toute opposition, puis l'orientation ultragauche « classe contre classe » et du « social-fascisme » (« le fascisme et la social-démocratie sont deux étoiles jumelles »), fait fuir vers la SFIO nombre de militants. Le caractère répulsif de la politique des staliniens fait qu'une partie des éléments les plus avancés du prolétariat va chercher à se retourner vers la SFIO. Et alors que le PC est totalement cadencé, c'est au sein de la SFIO que se constitueront des regroupements centristes qui aboutiront par exemple à la constitution du PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan) en 1938.

En 1934-1935, la direction du PC, sur injonction de l'IC, opère un tournant à 180 degrés en passant de l'orientation ultragauche à celle du front populaire. En février 1934, les masses imposent le front unique SFIO-PC-CGT-CGTU. Elles investissent massivement, en l'absence de tout autre perspective, la SFIO et le PC. Le gouvernement de front populaire (SFIO, Radicaux), soutenu de l'extérieur par le PC, fait refluer la grève générale de juin 1936. Après les accords de Matignon du 8 juin 1936, le PC joue le premier rôle dans la trahison (Thorez : « Il faut savoir terminer une grève »). Sur le terrain des élections, la SFIO reste devant mais c'est le

PC qui occupera une place prépondérante au cœur de la classe ouvrière dans les années 1936-1939 (voir CPS n° 34 ancienne série du 11/09/1990). Le 10 juin 1940, le « congrès » (assemblée des sénateurs et des députés) vote les pleins pouvoirs à Pétain. : parmi les 669 députés et sénateurs

présents, 36 SFIO votent « contre » et 170 parlementaires SFIO votent « pour ». Les députés PCF n'étaient pas présents, le PCF ayant été dissous le 26 septembre 1939 suite au pacte « germano-soviétique ».

Résultats électoraux SFIO/PC aux élections législatives :

Année	PS SFIO			PC		
	1 ^{er} tour Voix	% exprimés	Sièges	1 ^{er} tour Voix	% exprimés	Sièges
1906	877 221	10 %	54 / 585			
1910	1 110 561	13,23 %	75 / 590			
1914	1 413 044	16,8 %	102 / 601			
1919	1 728 663	21,22 %	68 / 613			
1924	1 814 000	20,1 %	104 / 581	885 993	9,82 %	26
1928	1 708 972	18,05 %	100 / 604	1 066 099	11,26 %	12
1932	1 964 384	20,51 %	132 / 607	796 630	8,32 %	10
1936	1 955 306	19,86 %	149 / 610	1 502 404	15,26 %	72

Adhérents SFIO/PC :

Note : dans tous les tableaux qui suivent sur les adhérents dans le présent article, comme indiqué plus haut, il est difficile de faire la part des choses entre adhérents déclarés/cotisants/militants réels. La donnée « adhérents » permet d'analyser des tendances. En fonction des informations trouvées, les nombres d'adhérents sont arrondis au plus près.

Année	PS SFIO	PC
	Adhérents	Adhérents
1905	35 000	
1910	69 000	
1914	93 000	
1918	36 000	
1919	133 000	
1920	180 000	Avant le Congrès de Tours
1921	50 000	79 000
1925	111 000	59 000
1930	126 000	32 000
1936	202 000	235 000
1937	287 000	269 000

L'après-Deuxième guerre mondiale : effondrement de la SFIO

Dans le contexte des développements de la lutte des classes avec les vagues de grèves des années 1945-1948, le PCF jouera un rôle central pour contenir et faire refluer le mouvement des masses. Pour sa part, la SFIO participera à tous les gouvernements de 1944 à 1949 puis en 1950 et 1951 (CNR, gouvernements tripartites, gouvernement de la troisième force). Elle soutiendra le gouvernement de Mendès France en 1954-1955, puis participera à tous les gouvernements de 1956 à 1958 (front républicain), Guy Mollet étant président du conseil de février 1956 à mai 1957. Le PCF quittera le gouvernement en mai 1947 (formellement exclu du gouvernement Ramadier), jugeant que c'est à l'extérieur du gouvernement qu'il pourra au mieux jouer son rôle contre-révolutionnaire.

Au gouvernement, la SFIO prendra en charge et cautionnera la répression des grèves ouvrières, la politique coloniale de l'impérialisme français. En 1956, l'Assemblée nationale accorde à une large majorité les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet avec les 146 votes des députés PCF. C'est l'envoi des appelés du contingent pour combattre la lutte de libération des Algériens et l'usage systématique de la torture. Enfin, l'Assemblée soutient l'intervention militaire franco-anglaise contre la nationalisation par l'Égypte du canal de Suez, sans les voix du PCF, qui s'abstiennent. Suite au coup d'État de 1958, la SFIO va entrer au gouvernement mis en place par de Gaulle et défendre l'adoption de la constitution de la Ve République. C'est seulement après l'élection du général de Gaulle à la présidence de la

République, en janvier 1959, qu'elle ne sera plus dans le gouvernement jusqu'en 1981.

En 1945, les masses ont à nouveau investi massivement leurs partis traditionnels, le PCF et la SFIO. C'est surtout vers le PCF, auréolé de la lutte du prolétariat russe contre les nazis, qu'elles se tourneront, mais le mouvement vers la SFIO sera aussi significatif. Mais très rapidement les effectifs de la SFIO font fondre, cette régression touchant aussi dans une moindre mesure la PCF, c'est à noter. Au-delà de la désaffection des masses, de multiples groupements quittent la SFIO pour constituer des clubs. En 1958, le Parti socialiste autonome (PSA) se constituera sur la base d'un rejet de la politique algérienne et du soutien à de Gaulle. Mais malheureusement le PSA dégénérera en étant phagocyté en 1960 par des regroupements de la mouvance chrétienne pour donner naissance au PSU (dirigé par Mendès France puis par Rocard), parti de nature bourgeoise.

En 1965, bien que représentant d'une petite formation politique bourgeoise (la CIR, Convention des institutions républicaines), Mitterrand, soutenu par la SFIO et le PCF, est le candidat unique de la « gauche » à l'élection présidentielle. Au soir du second tour, il est battu avec le score de 44,80 % des suffrages contre 55,20 % pour de Gaulle.

Au plan électoral, la SFIO reflue face au PCF. En 1967 et en 1968, elle ne se présente pas aux élections sous son propre sigle mais sous celui de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, présidée par Mitterrand (FGDS), qui regroupe la SFIO, le parti radical, la Convention des institutions

républicaines et divers clubs. C'est une fédération de nature bourgeoise (en 1967, les trotskystes n'appelleront pas à voter FGDS mais seulement pour les candidats SFIO ; en 1968, l'OCI dénoncera « les élections trahison »).

Aux élections présidentielles de 1969, c'est la débâcle : le candidat de la SFIO, Defferre, ne rassemble que 5 % des exprimés, le candidat du PSU, Rocard, obtenant 3,6 % des

exprimés. Le nombre d'adhérents est réduit à 70 000 en 1970. Au second tour de l'élection, la SFIO appela à voter Poher contre Pompidou.

En 1969 le sigle PS-SFIO est abandonné et c'est celui du PS qui est adopté (en réalité Nouveau parti socialiste, mais c'est le sigle PS qui restera en vigueur).

Résultats électoraux élections législatives :

Année	PS-SFIO mais données FGDS en 67 et 68, fédération de nature bourgeoise à laquelle s'inféode la SFIO			PCF (le PC est devenu PCF en octobre 1937)		
	1 ^{er} tour		Sièges	1 ^{er} tour		Sièges
	Voix	% exprimés		Voix	% exprimés	
juin-46	4 187 747	21,14 %	128 / 586	5 145 325	25,98	153 / 586
nov-46	3 433 901	17,87 %	102 / 627	5 430 593	28,26	182 / 619
1951	2 744 842	15,39 %	107 / 625	4 939 380	25,9	103 / 626
1956	3 180 656	14,93 %	95 / 595	5 514 403	25,36	150 / 596
1958	3 171 459	15,48 %	47 / 579	3 882 204	18,9	10 / 579
1962	2 279 209	12,54 %	66 / 482	4 003 553	21,84	41 / 482
1967	4 231 173	18,96 %	121 / 487	5 039 032	22,51	73 / 487
1968	3 662 443	16,54 %	57 / 487	4 434 832	20,02	34 / 487

Élections présidentielles :

Année	Candidat PS	1 ^{er} tour		Candidat PCF		
		Voix	% exprimés		Voix	% exprimés
1965	François Mitterrand	<i>candidat bourgeois (CIR) soutenu par la SFIO et le PCF</i>		<i>soutien à Mitterrand</i>		
1969	Gaston Defferre	1 133 222	5,01 %	Jacques Duclos	4 808 285	21,27 %

Adhérents PS-SFIO/PCF :

Année	PS-SFIO	PCF
	Adhérents	Adhérents
1944	10 000	240 000
1945	336 000	515 000
1950	140 000	335 000
1960	100 000	242 000
1965	85 000	275 000
1970	70 000	305 000

Mitterrand prend la direction du PS

Au congrès du PS d'Épinay, en juin 1971, Mitterrand réussit une OPA sur le PS. À l'issue du congrès, il en devient le premier secrétaire alors qu'à l'entrée il n'était pas formellement membre du PS mais de la CIR. François Mitterrand est élu premier secrétaire du PS, avec l'appui du CERES mené par Jean-Pierre Chevènement, et celui de deux puissantes fédérations, celles du Nord, de Pierre Mauroy, et celle des Bouches-du-Rhône, de Gaston Defferre. C'est un homme politique bourgeois qui a été onze fois ministre sous la IV^e République, notamment ministre des Anciens combattants et des Victimes de guerre, ministre de la France d'Outre-mer, ministre de l'Intérieur et garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Mais il s'impose en donnant une perspective politique au PS afin de retrouver le pouvoir, celle de l'Union de la gauche, prônant en particulier une alliance électorale avec le PCF. Il adoptera une posture gauche, n'hésitant pas déclarer dans son discours de clôture « *Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste. Celui-là, je le dis, ne peut pas être adhérent du Parti socialiste* ». Il poursuivait : « *Eh bien je dis, aussi clairement que je le pense après quelques réflexions et quelque temps mis à cette réflexion que notre terrain est celui-là : il n'y a pas, il n'y aura jamais de société socialiste sans propriété collective des grands moyens de production, d'échange et de recherche* »

expliquant par ailleurs dans une interview qu'il était devenu « *marxiste* ».

En juin 1972, le PS signe le Programme commun de gouvernement avec le PCF et le Mouvement des radicaux de gauche.

En octobre 1974, Mitterrand aura le souci de faire contrepoids au tournant gauche. Aux *Assises du socialisme*, le PS intègre l'essentiel du PSU avec Michel Rocard, une procession de syndicalistes CFDT (Chérèque, Julliard) et des « *personnalités* » telle celle de Jacques Delors.

Aux Cantonales de 1976, pour la première fois depuis 1945, le Parti socialiste devance le Parti communiste (22,83 % des exprimés contre 26,28 % pour le PS). Aux Municipales de l'année suivante, le PS et le PCF obtiennent le meilleur résultat de toute leur histoire (le PCF devient le parti qui dirige le plus grand nombre de mairies à travers la France). À partir de 1975, l'appareil stalinien s'inquiète d'une possible victoire électorale PCF-PS aux élections législatives. En 1977, le PCF rompt l'Union de la gauche et mène une campagne forcenée de division à l'approche des législatives de 1978, refusant de se prononcer clairement pour le désistement réciproque au second tour.

Au congrès de Metz, en 1979, Rocard s'oppose à Mitterrand et remet en cause la ligne de l'union de la gauche. Il va même jusqu'à proposer qu'en cas de victoire lors de l'élection

présidentielle de 1981, l'Assemblée nationale à majorité RPR-UDF ne soit pas dissoute. Il a été sévèrement battu.

En mai 1981, Mitterrand est élu. Dans la foulée une majorité de députés PS-PCF est élue à l'Assemblée nationale. Le PS,

hors apparentés, obtient 265 sièges (285 avec les apparentés) sur 491, soit la majorité absolue ; le PCF obtient 43 sièges.

Elections législatives :

Année	PS			PCF		
	1 ^{er} tour Voix	% exprimés	Sièges	1 ^{er} tour Voix	% exprimés	Sièges
1973	4 579 888	19,10 %	89 / 490	5 085 108	21,39 %	73 / 490
1978	6 412 819	22,82 %	104 / 491	5 793 139	20,61 %	86 / 491
1981	9 077 435	36,03 %	266 / 491	4 065 540	16,17 %	44 / 491

En défense des institutions de la Ve République et du capitalisme français

Une fois élu, Mitterrand a « oublié » qu'il avait été l'auteur en 1964 d'un pamphlet contre les institutions de la Ve république *Le coup d'état permanent*. Il s'est érigé au compte de la bourgeoisie française en tant que défenseur de ces institutions. De 1958 à 2016, les gouvernements ont eu recours 88 fois à l'article 49.3. Mais ce sont les gouvernements dirigés par le PS qui l'ont utilisé le plus contre la majorité PS-PCF (56 fois), le record ayant été battu par Rocard (28 fois). Mais il faut noter que cet article a été utilisé pour la première fois en octobre 1982 par le gouvernement dirigé par Mauroy. Mitterrand voulait faire adopter par l'Assemblée nationale une loi prononçant l'amnistie de huit anciens généraux putschistes de 1961. Les députés socialistes conduits par leur président de groupe à l'Assemblée nationale, Pierre Joxe, se sont rebellés. Ils ont refusé de le voter. À la demande de Mitterrand, Mauroy a eu recours à l'article 49.3. Les députés PS ont capitulé. Mais le signal donné par Mitterrand était clair : en toute circonstance, le PS doit se soumettre. Ce qu'il fera sans discontinuer de 1981 à 2017.

En 1981, François Mitterrand a substitué au programme du Parti socialiste « *Changer la vie* » ses 110 propositions ; il a récidivé en 1988 en publiant une « *Lettre à tous les Français* » qui s'asseyait allègrement sur le programme

proposé par le PS. En 1995, Lionel Jospin s'est lui assis sur les résolutions du congrès de Liévin en publiant juste avant la Présidentielle un livre où il expose ses « *propositions pour la France* ». En 2002, il publiait un programme intitulé « *je m'engage* ». Il enterrait par là-même le projet du PS coordonné par Aubry deux mois plus tôt. Pour enfoncer le clou, Jospin assénait pendant la campagne : « *Mon projet n'est pas socialiste.* »

Mitterrand fera jouer au mieux leur rôle aux institutions avec les cohabitations en 1986 (gouvernement Chirac) et 1993 (gouvernement Balladur). Jospin poursuivra en 1997, en acceptant d'être Premier ministre nommé par Chirac. C'est à l'initiative de Jospin que de l'huile sera injectée dans les rouages en raccourcissant le mandat présidentiel à cinq ans afin de faire coïncider l'élection présidentielle avec les élections législatives. Mais dans le concert de l'adaptation du PS aux institutions, il faut rappeler qu'en 1995, Lionel Jospin a instauré l'élection du premier secrétaire au suffrage uninominal à deux tours par les adhérents du parti, cette élection ayant lieu après le congrès. Par ailleurs, le principe de la primaire interne, réservée aux adhérents du parti, pour la désignation du candidat à l'élection présidentielle est inscrit dans les textes du PS depuis le congrès d'Épinay en 1971 mais a été utilisé pour première fois en 1995.

Depuis 1981

Revenant sur les résultats des élections en 1981, Stéphane Just indiquait :

« *Mai-Juin 1981 et les mois suivants ont été très différents de ce que furent les premiers mois du front populaire en 1936. Les masses n'ont pas ressenti pour L'union de la gauche l'enthousiasme qu'elles ont ressenti pour le front populaire. Elles ont eu la volonté acharnée de chasser Giscard, le RPR et l'UDF, du pouvoir, mais une volonté froide. Elles ont élu Mitterrand à la présidence de la République et une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, mais il n'y a eu ni déferlement sous la forme d'une grève générale, ni d'importantes revendications arrachées et légalisées par le nouveau gouvernement, par la nouvelle majorité. Il n'y a pas eu une masse d'adhésions au PS, un gonflement considérable de ses effectifs. Pas plus qu'il n'y a eu de ruée vers le PCF, la CGT et les syndicats en général. C'est tout le contraire en ce qui concerne le PCF.* »

Cette analyse vaut aussi pour le résultat des élections de 1988 (réélection de Mitterrand et élection d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale), de 2012 (élection de Hollande et élection d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale) et de 1997 où il ne manquera qu'un siège pour que soit élue à nouveau une majorité du PS et du PCF. Il faut constater que comme en 1981, 1988, 1997 et 2012, le prolétariat n'a pas

transformé les défaites électorales des partis bourgeois en défaites politiques mettant à l'ordre du jour par leur mobilisation la constitution d'un gouvernement du PS et du PCF sans représentant des partis bourgeois

Tous les gouvernements dirigés par le PS depuis 1981 ont été des gouvernements intégrant des composantes de partis et organisations bourgeois (radicaux, verts, « centristes »). Ces gouvernements ont mené une politique de défense du capitalisme français, les attaques contre le prolétariat et la jeunesse devenant de plus en plus violentes en fonction des développements de la crise. Ces gouvernements ont aussi totalement pris en charge les interventions militaires au compte des intérêts de l'impérialisme français (Françafrique, Moyen-Orient). Après avoir participé au gouvernement jusqu'en mars 1983, le PCF a quant à lui mené une politique de soutien à ces gouvernements. Il participera de 1997 à 2002 au gouvernement de la gauche plurielle (PS, PCF, Verts, Radicaux de gauche). Il faut ajouter l'orientation de plus en plus systématique du front républicain au nom de la lutte contre le Front national : appel à voter Chirac en 2002 puis à voter Macron en 2017. Depuis 2012, cette orientation a été adoptée à toutes les élections (municipales, départementales, régionales).

Dans ce contexte, depuis 1981, se sont produits les flux et les reflux du vote pour le PS et le déclin sans fond du PCF qui ont abouti à la catastrophe électorale de 2017 pour ces deux partis.

Élections législatives :

Année	PS			PCF		
	1 ^{er} tour Voix	% exprimés	Sièges	1 ^{er} tour Voix	% exprimés	Sièges
1986	8 693 939	31,02 %	206 / 577	2 739 225	9,78 %	35 / 577
1988	8 493 702	34,76 %	275 / 577	2 765 761	11,32 %	27 / 577
1993	4 415 495	17,40 %	52 / 577	2 231 339	9,30 %	24 / 577
1997	5 961 612	23,53 %	242 / 577	2 523 405	9,92 %	34 / 577
2002	6 086 599	24,11 %	140 / 577	1 216 178	4,82 %	21 / 577
2007	6 436 136	24,73 %	186 / 577	1 115 663	4,29 %	15 / 577
2012	7 618 326	29,35 %	279 / 577	1 793 192	6,91 %	11 / 577
2017	1 685 808	7,44 %	28 / 577	615 503	2,72 %	10 / 577

Élections présidentielles :

Année	Candidat PS	1 ^{er} tour		candidat PCF	1 ^{er} tour	
		Voix	% exprimés		Voix	% exprimés
1974	François Mitterrand	11 044 373	43,25 %	pas de candidat PCF		
1981	François Mitterrand	7 505 960	25,85 %	Georges Marchais	4 456 922	15,35 %
1988	François Mitterrand	10 381 332	34,11 %	André Lajoinie	2 056 261	6,76 %
1995	Lionel Jospin	7 098 191	23,30 %	Robert Hue	2 638 936	8,66 %
2002	Lionel Jospin	4 610 113	16,18 %	Robert Hue	960 480	3,37 %
2007	Ségolène Royal	9 500 112	25,87 %	Marie-George Buffet	707 268	1,93 %
2012	François Hollande	10 272 705	28,63 %	soutien à Mélenchon		
2017	Benoît Hamon	2 291 565	6,36 %	soutien à Mélenchon		

Un parti ouvrier bourgeois parlementaire

Trotsky qualifiait les partis sociaux-démocrates de partis ouvriers-bourgeois parlementaires. Cette caractérisation s'applique au PS en France. Il en est même l'archétype. Selon *Le Monde* du 28 janvier 2016, en termes d'assistants parlementaires, de conseillers des élus départementaux, régionaux et des maires, de chargés de mission et de personnel divers à tous les niveaux, le PS comptait 10 000 « collaborateurs » pour 120 000 adhérents déclarés mais... seulement 60 000 cotisants. Le PS possédait des milliers d'élus à tous les niveaux (députés, conseillers généraux et régionaux, maires et conseillers municipaux, etc.). Autour de ces derniers, quelques dizaines de milliers d'adhérents gravitaient et constituaient une partie du « monde associatif » bénéficiant plus ou moins directement de prébendes. La quasi-totalité de ses adhérents sont politiquement organiquement attachés à la société bourgeoise. Cette composition politique et sociale est une expression du caractère ultra-dégénéré du PS en tant que parti ouvrier.

À la différence du Labour party anglais ou du SPD allemand, la SFIO puis le PS se sont construits dans le cadre d'une

séparation organique avec les syndicats, ce qui les amènera à cantonner l'essentiel de leur activité sur le terrain électoral à tous les niveaux, tandis que Le PCF a pris le contrôle de la CGTU puis de la CGT. À la direction de la CGT, Léon Jouhaux, se présentait comme « socialiste d'esprit », « socialiste de conception » mais non comme socialiste de parti. En 1947, les dirigeants de la SFIO ont cautionné en sous-main la scission de la CGT avec la création de la CGT-FO, Guy Mollet décidant même, en 1957, d'interdire aux militants de la SFIO d'être membres de la CGT. Mais de plus au nom de l'indépendance syndicale, en référence à la charte d'Amiens, nombre de militants syndicalistes membres de la SFIO ont quitté le CGT et aussi la CGT-FO. Depuis l'éclatement de la FEN (Fédération de l'éducation nationale) en 1991, les liens du PS avec le mouvement syndical enseignants se sont délités et les rares adhérents du PS qui ont une activité syndicale dans les entreprises et la Fonction publique militent à la CFDT.

Ce rapport à la classe ouvrière explique en partie pourquoi ne s'est jamais dégagé du PS, en particulier depuis 1981, de courant « gauche » ou « centriste ».

Un parti en crise presque sans discontinuer depuis 1991

D'une certaine manière, le PS, continuité historique de la SFIO, doit son existence au fait que le prolétariat, en l'absence d'autre possibilité, le PCF n'en étant pas une, et bien que n'ayant plus la moindre illusion sur lui, a cherché à l'utiliser au moins électoralement en tant que parti ouvrier contre la bourgeoisie. Il en résulte que quand les masses entraient en mouvement et qu'elles cherchaient à affronter la bourgeoisie et les gouvernements à son service, leur action a pu trouver un écho déformé au sein du PS, surtout quand ce dernier était au gouvernement, et y provoquer de sérieuses tensions.

La ligne de partage au sein du PS se situait entre ceux qui opéraient directement pour sa liquidation en tant que parti se situant dans la continuité historique de la SFIO et ceux qui à

certaines moments, en fonction des circonstances politiques, exprimaient une certaine résistance à cette liquidation.

C'est pourquoi, au sein du PS comme au sein de la plupart des partis sociaux-démocrates (comme le Labour party ou le SPD, ou encore le PSOE en Espagne), se sont exprimées des manifestations de résistance à sa liquidation, à sa transformation en un parti bourgeois. Les courants, cliques, voire « personnalités » qui exprimaient cette tendance n'étaient pas moins attachées politiquement à la société bourgeoise que ceux qui sont les partisans déclarés de sa « rénovation »

Dans le camp des liquidateurs, il y a eu bien entendu Michel Rocard qui depuis son entrée au PS en 1974, s'est toujours situé sur une orientation de liquidation du PS et de

constitution d'une « troisième force » avec le centre. Rocard a été marginalisé. Dans ce camp, on pouvait aussi cataloguer Jacques Delors, démocrate-chrétien dans l'âme, qui a été l'un des inspirateurs politiques de François Hollande, Martine Aubry et Ségolène Royal.

Dans le second camp, la ligne jaune est souvent franchie pour passer dans le premier en fonction des luttes internes du moment. Ainsi de 1981 à 1992, Lionel Jospin et Pierre Mauroy ont exprimé une certaine résistance à la politique d'ouverture au centre, en particulier celle inspirée par François Mitterrand, cela avec plus d'acuité après sa réélection en 1988.

Laurent Fabius a été l'homme de cette orientation. En 1992, il est élu premier secrétaire du PS en alliance avec Rocard. Puis en 1993, Fabius est déboulonné par Rocard, soutenu par... Jospin. Rocard cherche à engager alors des « états généraux de refondation » du PS afin de le transformer en « mouvement », soutenu par... Jean-Luc Mélenchon et Ségolène Royal. Cette initiative échouera et en 1994 Rocard passe lui-même à la trappe victime d'une alliance nouvelle entre Emmanuelli et Fabius. Au congrès de Liévin, en 1994, c'est Emmanuelli qui lancera un appel vibrant à la candidature de Delors (tout en soutenant par ailleurs la constitution d'une fédération incluant le PS et les Radicaux... et Bernard Tapie). Delors ayant renoncé, Jospin s'emparera de la direction du PS après avoir battu Emmanuelli dans le vote pour la désignation du candidat à l'élection présidentielle de 1995 et il prendra la direction du PS.

Après 1997, le PS revenant au gouvernement, un cessez-le-feu relatif s'établit. La direction revient à un pôle « rénovateur », inspiré par Jospin, dont le porte-parole est François Hollande. Jospin, distribuant avec habileté les postes ministériels, pourra s'appuyer sur une majorité du PS regroupant Rocard, Fabius, Lang, Aubry, Strauss-Kahn et...

Mélenchon comme secrétaire d'État (voir CPS n°46 nouvelle série du 9/04/2012)

Mais après la défaite de Jospin en 2002, les tensions se sont à nouveau exacerbées. La vie du PS sera cadencée par la lutte entre différentes écuries, avec de multiples retournements d'alliances, pour prendre la direction et être en mesure d'imposer son candidat à l'élection présidentielle. En 2006 Ségolène Royal, lors des primaires pour la désignation du candidat, l'emporte face à Fabius et Strauss-Kahn. En 2008, lors de la préparation du congrès de Reims, Aubry ne l'a emporté que de quelques dizaines de voix face à Royal, soutenue par Valls, pour l'élection du premier secrétaire. Le PS était au bord de la scission. À bien des égards, ce congrès a rappelé celui de Rennes, en mars 1990, où partisans de Jospin, de Fabius et de Rocard, dont les motions avaient recueilli chacune environ un tiers des votes des adhérents, s'étaient étripés.

En 2011, lors de primaires « citoyennes », c'est-à-dire ouverte à d'autres formations (seul le PRG a participé) Hollande l'a emporté face à Aubry. Valls n'avait réalisé que 5,6 % des exprimés. En 2016, lors des nouvelles primaires « citoyennes », Hamon s'est imposé face à Valls au second tour. Il faut rappeler que de telles primaires s'inscrivent dans la perspective de dessaisir le PS et son congrès de la désignation de son candidat. Elles participent de la liquidation du PS en tant que parti.

Jusqu'en 2007, les primaires étaient réservés aux militants du PS. En 2011, elles ont été ouvertes à d'autres partis et organisations, dont le PRG puis à celles de la Belle alliance populaire fantomatique à l'initiative de Cambadélis qui ont touché au ridicule : avec de Ruy, résidu d'EELV, qui a rallié la candidature Macron puis qui est devenu président de l'Assemblée nationale à majorité LRM, avec Pinel qui n'a pas soutenu la candidature Hamon, avec le clown Benhamias qui ne représentait que lui-même.

Hollande, Valls, Cambadélis lancent l'offensive finale pour liquider le PS

C'est avec le cynisme qui le caractérise qu'Hollande a fixé un objectif à Valls et Cambadélis. Il a déclaré dans son ouvrage en forme de déballage (*Un président ne devrait pas dire ça*) : « *Le PS doit se faire hara-kiri* ». Il ajoutait que Valls était d'accord ainsi que Cambadélis... mais que les choses n'avançaient pas. Liquider le PS, c'était la mission confiée à Valls et Cambadélis.

Suite à la débâcle des élections municipales, le 31 mars 2014, Valls a été nommé Premier ministre. Un choix de Hollande qui ne tient en rien au hasard. Il a été sélectionné parce qu'il était l'homme de la situation pour, sans aucun état d'âme, intensifier l'offensive contre le prolétariat et la jeunesse, et tenter de museler toute velléité d'opposition au sein du PS. Le dispositif de Hollande a été sciemment organisé. La potiche Harlem Désir a été éjectée sans ménagement de la direction du PS au profit de Cambadélis, avec l'aval de Martine Aubry, il faut le souligner. Hollande a fait appel à un « professionnel ». Cambadélis est un parvenu sans foi ni loi, bardé de faux diplômes, parasite de la MNEF pendant des années avec son comparse, Jean-Marie Le Guen. Le duo Cambadélis-Le Guen a été à l'avant-garde, au service du gouvernement et de Valls, pour museler le PS, sans grande résistance au sein de ce dernier, il faut le noter !

La nomination de Macron en août 2014, en remplacement de Montebourg, a été une provocation vis-à-vis du PS. Macron était un banquier d'affaires de la banque Rothschild, millionnaire au titre des opérations qu'il a conduites au

compte de cette banque. Hollande et Valls indiquaient au PS : il faudra se soumettre à un gouvernement dont la politique sera ouvertement au service des capitalistes.

Cherchant à utiliser à leur compte les défaites électorales du PS, les liquidateurs du PS ont multiplié les initiatives. Valls est en première ligne. *Le Monde* du 11 décembre rapporte qu'en juin 2014, devant le conseil national du PS, il a déclaré : « *Si la gauche ne se réinvente pas* », *avertissait-il*, « *elle peut mourir* », car « *elle n'a jamais été aussi faible dans l'histoire de la Ve République* ». Pour l'ancien rocardien, le PS tel qu'il avait été pensé par François Mitterrand au congrès d'Épinay en 1971 est à bout de souffle. « *Nous sommes arrivés au bout de quelque chose, ou bout peut-être d'un cycle historique de notre parti* ». Dans une interview au *Nouvel Observateur*, en octobre 2014, il propose de transformer le PS en une « *maison commune ouverte à toutes les forces progressistes pour faire face à la menace d'une droite dure et d'une extrême droite qui progresse* ».

Lors des primaires de 2016, Hamon a battu Valls. Mais la candidature d'Hamon a été torpillée de l'intérieur du PS et... par Hamon lui-même. CPS n° 65 nouvelle série du 1/06/2016 indiquait :

« *Le score misérable du candidat du PS a libéré toutes les forces qui œuvrent depuis des années à sa destruction en son propre sein d'abord. Ce score sanctionne d'abord la soumission constante des députés du PS pendant 5 ans à la*

politique violemment anti-ouvrière des gouvernements Hollande.

Déjà depuis de nombreux mois, plusieurs dizaines d'élus du PS étaient à l'initiative de la candidature Macron. Avant même le premier tour, à la suite de Valls, Le Drian, Hollande appelaient à voter Macron – alors que Hamon multipliait à l'égard des deux derniers les hommages les plus pitoyables. Le Foll, Royal, Touraine, Cazeneuve ne disaient pas un mot, ne serait-ce que pour indiquer qu'ils voteraient pour lui. À peine la sanction du premier tour tombée, la direction du PS unanime appelait à voter Macron. Valls annonçait quant à lui, la mort du PS et sollicitait dans sa circonscription le label *En Marche* (...) La plateforme des candidats du PS ne vaut d'être lue que pour mieux repérer ce qu'elle ne contient pas. On n'y trouve pas la moindre condamnation du programme de Macron, à peine l'évocation en trois mots du rejet du recours aux ordonnances sur le code du travail. Le titre de cette plateforme, « une gauche constructive », dit

d'ailleurs tout : le PS est pleinement disposé à collaborer avec Macron si celui-ci a besoin de lui.(...) Comme un symbole, Hollande, après avoir quitté l'Élysée, a fait le même chemin que celui accompli par Mitterrand en 1995. Celui-ci se rendant au local du PS, avait affirmé que l'existence du PS était indispensable à la conquête du pouvoir. Au terme de ce même chemin, Hollande au local du PS a en réalité tenu le discours strictement inverse : « Le socialisme durera et perdurera, peut-être sous d'autres formes mais il durera ». L'essentiel est évidemment l'appel à « d'autres formes », c'est-à-dire à la disparition du PS tel qu'il est. »

Suite à l'élection de Macron, les défections au sein du PS se sont multipliées. Estimant que le Parti socialiste n'est plus « fédérateur », Benoît Hamon, le candidat du PS à l'élection présidentielle, a créé une nouvelle formation baptisée « Génération.s. » qui propose de fonder un mouvement pour « reconstruire une gauche inventive qui dépassera les étiquettes politiques ».

Vers la liquidation du PS ?

La liquidation du parti dont l'ancêtre – la SFIO – a été créé il y a 113 ans en 1905, constituerait une modification profonde de la situation politique d'autant plus qu'elle s'accompagne de la quasi-disparition du PCF. Le vieux parti issu de la SFIO – certes corrompu et inféodé jusqu'à la moelle à l'ordre bourgeois – que, périodiquement, la classe ouvrière et la jeunesse utilisaient pour chasser les partis bourgeois, disparaissant, la France serait ramenée à une situation « à

l'américaine » ou, plus près de nous, « à l'italienne ». Cela signifierait que les seuls partis existant, en particulier lors des échéances électorales, seraient des partis purement bourgeois. Pour le prolétariat, et en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, ce serait un formidable retour en arrière. La décomposition du PS et du PCF se mesure en considérant l'évolution des effectifs de ces deux partis.

Adhérents PS-PCF :

Année	PS		PCF	
	Adhérents		Adhérents	
1975	149 000		367 000	
1980	190 000		540 000	Selon la direction du PCF
1981	205 000		500 000	Selon la direction du PCF
1985	170 000		370 000	
1990	165 000		362 000	
1995	95 600		280 000	
2000	117 000		183 000	
2005	127 000		130 000	
2006	280 000	« boom » d'adhésions à 20 € (100 000 nouveaux) pour les primaires	99 000	Votants au congrès 46 000
2010	170 000	En 2008, 140 000 votants pour le congrès de Reims du fait de la confrontation Royal/Aubry... et des magouilles sur les votants	69 000	
2013	131 000	Selon les données « officielles »	64 000	
2016	120 000	dont moins de la moitié à jour de leurs cotisations	54 000	Votants au congrès 30 000
2017	89 000	Selon les données « officielles » mais seulement 40 000 cotisants	45 000	
2018	102 000	Selon les données « officielles » mais seulement 37000 participants aux votes	40 000	

Une régression d'autant plus que l'effondrement organisationnel et électoral du PS et du PCF s'est opéré non au profit d'une « recomposition du mouvement ouvrier », mais de la captation de l'électorat ouvrier et jeune au profit d'une organisation réactionnaire, cocardière bourgeoise, la France Insoumise (LFI).

Le PS renaîtra-t-il de ses cendres ? À ce stade, il est hasardeux de faire un pronostic définitif. Il est à noter que malgré les recommandations de Cambadélis d'abandonner le sigle PS juste avant le dernier congrès du PS, aucun des candidats à la direction ne s'est engagé dans cette voie.

15 mai 2018

Brésil**L'arrestation de Lula et le tournant militaro-policié
pris par le régime brésilien****Lula en prison, la continuité de toute une offensive de la bourgeoisie**

Le mercredi 4 avril, après des heures de délibération, le tribunal fédéral suprême a décidé de l'incarcération de Lula, bien que sa condamnation ne soit pas encore définitive, lui déniait sa demande d'habeas corpus. À la fin du mois de janvier, le tribunal de Curitiba avait confirmé et aggravé la condamnation de Lula en appel, pour corruption, en passant de 9 ans de prison, à douze ans et un mois. Cette condamnation, sévère et rapide, est motivée, moins par la corruption, totalement endémique au Brésil, que par la volonté de l'appareil d'État de se débarrasser de la menace de Lula dans le cadre de l'élection présidentielle du mois d'octobre, où les sondages le donnaient gagnant. En effet, dès la veille du jugement, le général Luiz Gonzaga Schroeder Lessa, chef suprême de l'armée de réserve, annonçait que l'armée ne pourrait rester sans réaction si Lula n'était pas enfermé. Le chef de l'état-major, le général Villas Boas, communique lui-même par tweet, c'est décidément la mode, qu'il a rencontré à l'ambassade d'Italie des juges italiens, « spécialistes de l'opération mani pulite ». L'appareil d'État est donc totalement impliqué dans la chasse à la « corruption », c'est-à-dire du PT, et a ainsi clairement montré la voie aux juges.

Cette offensive dite de « lavage express » est fort sélective, elle correspond aux besoins de la bourgeoisie brésilienne, qui a lancé une nouvelle phase de sa grande opération de reprise en main de la situation politique et économique du pays, afin de lutter contre la crise économique et politique qui la frappe. En effet, depuis la déposition de Dilma Rousseff, les représentants de la bourgeoisie brésilienne cherchent à mener un programme violemment anti-ouvrier, et à lever les obstacles à cette politique. Le gouvernement Temer prétendait se passer du dialogue social, pour faire adopter des mesures de coupes dans les dépenses publiques et une loi-travail contre les garanties légales sur le temps de travail, ou encore une attaque massive contre les retraites. Cette politique a été mise en échec. Le 28 avril 2017, malgré la politique des appareils syndicaux, la journée de grève a été

massive, et le gouvernement a chancelé, jusqu'à ce que les appareils syndicaux le remettent sur pied, en juin, en participant à la création du conseil national du travail. Malgré cela, et même si l'essentiel a été sauvé, le gouvernement Temer, faible par son acte de naissance, a été encore affaibli. Il n'a pu trouver de majorité parlementaire pour voter la contre-réforme des retraites.

La bourgeoisie en crise a besoin d'un pouvoir fort, et l'armée, la justice, l'appareil d'état sont disposés à agir. Les bruits de bottes se sont fait entendre pour commencer avec l'intervention militaire à Rio, décrétée le 21 février. Dans ce cadre a eu lieu l'assassinat d'une conseillère municipale du PSOL, Marielle Franco, le 14 mars, puis enfin l'incarcération de Lula. Le renforcement des pouvoirs policiers de l'appareil d'État brésilien sont au cœur de cette campagne, pour préparer l'échéance électorale d'octobre. En effet, du fait de la fragmentation politique de la représentation de la bourgeoisie, de l'usure du pouvoir pour Temer, des conditions mêmes dans lesquelles il a pris le pouvoir, la victoire d'un candidat de la bourgeoisie semblait difficile à envisager face à Lula. Or, il ne peut être question pour les représentants du capital, des grands groupes, des latifundiaires, de l'impérialisme, de laisser le candidat du PT gagner à nouveau. Il ne peut être question que par cette simple victoire soit posée objectivement la question du gouvernement au compte des masses exploitées, la victoire de Lula aurait ouvert cette brèche dans le dispositif politique. En décapitant le PT, ces fractions de la bourgeoisie semblent devoir se garantir la victoire, tant la place de Lula est disproportionnée dans la vie politique du PT, et le discrédit pesant sur le parti, important, même si paradoxalement Lula arrive encore à capitaliser la sympathie d'une fraction du prolétariat sur son nom.

Se débarrasser de l'éventualité d'une défaite électorale et en même temps tenter de donner une marge de manœuvre et des pouvoirs plus effectifs pour le candidat élu, tel est le sens de l'opération menée aujourd'hui.

L'incarcération de Lula a généré peu de résistances

Depuis des mois, Lula a été désigné candidat par le PT, face à l'éventualité de sa condamnation. Les appareils syndicaux et les partis liés au mouvement ouvrier soutiennent sa candidature, à tel point que la direction de la CUT mène campagne derrière Lula bien plus qu'elle ne se saisit des questions de la lutte des classes. Lula sillonnait depuis des semaines le Brésil, du Nord au Sud, pour mener cette campagne. Pourtant aucune mobilisation particulière n'était prévue pour le 4 avril. Lorsque la nouvelle de l'incarcération est tombée, quelques milliers de travailleurs se sont réunis certes à São Bernardo do Campo, au siège du syndicat des métallurgistes, en plein ABC pauliste, où Lula a passé sa dernière journée de liberté. Pour autant, il n'y a pas réellement eu de la part de Lula ou des dirigeants du PT et de la CUT, de résistance à l'arrestation. Après avoir négocié pour se rendre à une messe en mémoire de sa femme, Lula est resté quelque temps dans le local du syndicat, dont les travailleurs ont interdit la sortie quelques heures. Puis ne se

jugeant pas au-dessus des lois, il s'est rendu lui-même à la police, avant d'être transféré à Curitiba, où une nouvelle manifestation l'attendait, très rapidement réprimée par la police.

Les appareils syndicaux, dont la direction de la CUT, avec les autres organisations syndicales, appellent dans l'unité à se mobiliser le... 1^{er} mai et leurs dirigeants manifesteront à Curitiba où Lula a été incarcéré, pour débattre et présenter « un texte de revendications communes qui devront être débattues dans le cadre des élections de cette année ». Même pour cette échéance, la revendication de mise en liberté immédiate de Lula n'est pas mise en avant et est placée derrière les objectifs électoraux.

Quant à la direction du PT, sa politique est essentiellement déclamatoire et incantatoire, puisqu'elle n'a jamais rompu avec la bourgeoisie et son orientation de collaboration de classe, « développementaliste », c'est-à-dire pour la défense d'un capital « national ». Elle a d'ailleurs signé avec le PSOL

et des partis bourgeois, en février un accord politique pour préparer les élections. Cet accord de « défense de la démocratie et de reconstruction nationale, pour la croissance économique et la réduction des inégalités sociales » est un accord sur un terrain bourgeois, indépendamment de la possibilité réelle de le mettre en œuvre, ou de savoir si une fraction de la bourgeoisie le soutient vraiment. Dans ces conditions il est bien difficile d'envisager la mobilisation nécessaire pour exiger la remise en liberté de Lula, la levée de toutes les poursuites, et le droit effectif du PT de présenter le candidat de son choix aux élections. Les directions du mouvement ouvrier, PT en tête, se refusent à poser la

question d'une manifestation centrale à Brasilia pour affronter le gouvernement Temer responsable du tournant policier et militaire à l'œuvre actuellement au Brésil. Dans ces conditions, les « comités populaires de défense de la démocratie et du droit de Lula à être candidat » peuvent bien parler de liberté pour Lula et déclarer les élections à venir frauduleuses, si on en reste à des campements et des marches à Curitiba... et à une ligne de subordination aux élections et aux institutions, cela ne représente aucun danger pour le gouvernement Temer, cela ne remet nullement en cause l'intervention de l'armée dans la vie politique brésilienne.

Bruits de bottes à Rio et assassinats politiques

Le 14 mars, Marielle Franco, conseillère municipale du PSOL de Rio, était abattue froidement avec son chauffeur. Les raisons de l'assassinat sont évidentes : Marielle Franco avait été désignée par le conseil municipal, le 28 février, pour suivre l'application de la décision de Temer d'envoyer la troupe et la police militaire dans les quartiers de Rio pour y « rétablir » l'ordre. Le Samedi 10 mars elle avait dénoncé les exactions du 41ème bataillon de la police militaire dans le quartier d'Acari. La manière dont elle a été proprement exécutée, et le fait que les balles proviennent du stock de l'État, indiquent clairement qu'il s'agissait de faire taire toute critique à l'action de l'appareil d'État dans ce qu'il a de plus brutal, et que le « travail » a été celui de professionnels.

Selon Human Rights Watch citant le Forum Brésilien de Sécurité Publique, « en 2016, les représentants des forces de l'ordre ont provoqué la mort de 4 224 personnes, soit 26 % de plus qu'en 2015. Une large majorité est noire. En 2017, 1 035 personnes sont mortes lors des opérations militaires dans les favelas de l'État de Rio de Janeiro. » C'est bien ce qui est à l'œuvre avec la nouvelle intervention militaire dans la ville de Rio. Les pleins pouvoirs sont donnés à l'armée, qui les utilise à son gré. L'assassinat de Marielle Franco est totalement le produit de cette militarisation du maintien de l'ordre, de ce recours systématique aux mesures d'exception, sans contrôle ni limite. Sans doute une bande de nervis a agi en marge de l'opération. Dans un premier temps d'ailleurs le gouvernement, et une partie de l'appareil d'État ont cherché à les couvrir en accusant Marielle Franco d'aider les mafias de trafiquants de drogue implantées dans les quartiers. Néanmoins face à l'émotion suscitée dans les masses, des manifestations massives ayant eu lieu à Rio et São Paulo dès le lendemain, il a été impossible de nier l'évidence. Cependant, l'enquête menée par la police et la justice a fort peu de chances d'aboutir à un quelconque résultat.

L'assassinat de cette militante est donc partie intégrante d'une escalade d'intimidation, de terreur, dont sont par exemple victimes les paysans pauvres et sans terre, qui sont régulièrement assassinés par les milices au service des latifundiaires dans les campagnes et les zones du front pionnier amazonien, plus de cent assassinats depuis l'arrivée de Temer aux manettes, selon les différentes associations et ONG. Les habitants des bidonvilles des grandes villes du pays sont aussi victimes de la guerre qu'y mènent l'armée et le gouvernement. Le renforcement de l'appareil d'État prépare à sa manière les élections du mois d'octobre.

Dans le cas de Rio, l'intervention de l'armée ou de la police militaire dans les favelas n'est certes pas une nouveauté. La militarisation du maintien de l'ordre est un processus qui a été entamé de longue date, elle avait commencé sous la dictature militaire et ne s'est jamais arrêtée. Les Jeux Olympiques, la coupe du monde ont été des occasions de renouveler ce dispositif, dans lequel les victimes sont les habitants des quartiers déshérités. La police militaire, l'armée accompagnent généralement les expulsions et les transferts des habitants des bidonvilles vers la périphérie, ou « luttent » contre le narcotrafic ou la violence... On peut constater avec quelles méthodes et quelle efficacité. Les commerçants et autres vendeurs à la sauvette, l'économie informelle qui permet aux habitants de ces quartiers de survivre, sont traités comme illicites et réprimés comme devrait l'être le trafic de drogue. Dès l'arrivée de la police militaire dans les favelas en février, on assistait à des scènes de contrôle d'identité et de fouilles... des cartables des écoliers des écoles primaires. La terreur s'abat donc sur les favelas qui sont traitées en territoires occupés par l'armée brésilienne, dont l'expérience est surtout spécialisée sur le contrôle des bidonvilles, au Brésil ou à Haïti.

L'État de Rio, laboratoire de la politique nécessaire à la bourgeoisie brésilienne

De fait entre l'intervention militaire et la politique de coupes budgétaires l'État de Rio concentre tous les problèmes politiques du Brésil, qu'on peut retrouver parfois dans d'autres États, mais surtout au niveau fédéral. En effet, l'État de Rio depuis le mois de juillet 2017 s'est déclaré en défaut de paiement partiel, a, pendant des mois, cessé de payer les fonctionnaires puis mis en place une politique de privatisation drastique. Les hôpitaux ne fonctionnent qu'à travers des contrats de partenariats avec des entreprises privées qui gèrent l'embauche de médecins, de personnels infirmiers, les services d'entretien et de restauration, achètent les médicaments, le linge, la nourriture. Les autoroutes

privées à péage sont exemptées d'impôts, tandis que le métro est petit à petit privatisé, les contrats pour l'extension des lignes ou la rénovation du matériel roulant étant donnés à des entreprises privées. Le système de sécurité sociale des fonctionnaires est passé sous le contrôle d'une banque des États-Unis par le biais de l'endettement de l'État. Quant à la police et à la sécurité publique, elles sont elles-mêmes largement privatisées, les commerçants des quartiers finançant par contrat l'intervention policière. Une sorte d'officialisation de la corruption des services, qui n'ont pas une grande efficacité dans la lutte contre la drogue et la criminalité des quartiers pauvres.

Quelle réaction du mouvement ouvrier à l'assassinat de Marielle Franco et à l'intervention militaire à Rio ?

La direction du PT s'est entièrement placée sur le terrain de l'efficacité d'une politique de sécurité publique pour « argumenter » face au gouvernement. Partant d'un même présupposé, la terrible situation « sécuritaire », pas un mot sur les objectifs politiques poursuivis par cette opération, c'est-à-dire le renforcement du régime bonapartiste, le renforcement de l'appareil d'État, et notamment du rôle politique de l'armée. La direction de la CUT, elle-même, s'est placée sur ce terrain : l'intervention militaire n'améliorera pas la situation dans les quartiers, dit-elle... Et n'a aucun moment exigé le retrait de l'armée. Dans le même temps, la direction de la CUT s'attribuait éhontément la « victoire » (drôle de victoire obtenue sans combat) sur le fait que le gouvernement avait renoncé à faire voter la réforme-destruction des retraites, puisque de droit, l'intervention militaire décidée par Temer, suspend la possibilité de faire ratifier au congrès les projets d'amendements constitutionnels.

Si le PSOL a mené une campagne formellement pour la levée de l'intervention militaire à Rio de Janeiro, État où le parti a obtenu de bons scores aux élections municipales, et rendu hommage à sa conseillère municipale assassinée, il a rejoint de fait le terrain sur lequel se place le PT en adhérant à l'accord passé en février pour « défendre la démocratie et reconstruire le pays ».

Aujourd'hui il est clair que les droits démocratiques sont menacés au Brésil. Mais peut-on les défendre dans le cadre de la constitution de 1988, issue de la « transition » négociée avec les militaires ? Les derniers événements montrent la nature de l'État hybride sorti de cette période, d'un côté des dispositions purement bonapartistes qui permettent l'intervention de l'armée sur décision du président, de l'autre un régime parlementaire instable et fragmenté en partis politiques corrompus. Ce système a atteint ses propres limites notamment parce que la représentation de la bourgeoisie est en crise, totalement minée par la corruption généralisée, largement couverte par la justice, et que l'armée sortie indemne de la dictature se remet à jouer un rôle politique de

plus en plus important. En effet, le Brésil est un des rares pays d'Amérique latine où la hiérarchie militaire a été totalement protégée de toute conséquence à ses actes, ce qui n'a d'équivalent qu'en Espagne.

La dictature n'a pu empêcher la lutte des classes, et même la formation d'un mouvement ouvrier, avec le PT en 1979 et la CUT en 1983, contre les syndicats intégrés à l'État, ou encore contre le MDB parti bourgeois « opposition » autorisée par la dictature. Ce mouvement ouvrier a acquis une importance centrale dans la vie politique du Brésil, en dépit de son orientation de collaboration de classe, au point d'accéder à la direction du gouvernement en 2002 et ce jusqu'à la destitution de Dilma Rousseff. Pour la bourgeoisie, les militaires aujourd'hui il est temps de tenter de faire reculer le mouvement ouvrier au Brésil. S'ils le peuvent, c'est que la direction du PT et de la CUT, avec le soutien plus ou moins ouvert, la couverture gauche d'autres mouvements et partis, mènent depuis presque quarante ans une politique de collaboration de classe, en se coulant dans les institutions de 1988, en poursuivant cette politique aujourd'hui encore, sous les coups de l'appareil d'État. Cette politique de collaboration de classe fait le lit du tournant autoritaire du régime, du gouvernement Temer, de l'offensive politique entamée par l'armée.

Il est nécessaire de rompre avec cette politique ! D'autant que la lutte des classes ne s'interrompt pas et que la disponibilité des masses au combat n'est pas en cause, elle est établie depuis 2013. Ainsi, depuis des semaines les fonctionnaires de la ville de São Paulo affrontent le maire, qui fait sa propre réforme des retraites locale, en augmentant la part salariale de la cotisation retraite de 11 % à 19 % du salaire. La durée du mouvement et la détermination des travailleurs lui ont imposé un recul tactique, et pour le moment l'adoption de la mesure a été repoussée de 120 jours. D'autres grèves ont lieu partout au Brésil. Dans le cas de celle des employés municipaux de Florianopolis, la mairie tente même de s'en prendre au droit de grève et d'organisation, en s'appuyant sur le contexte général.

Le 28 avril 2018



Deux communiqués transmis par le groupe « Combate pelo Socialismo », groupe militant au Brésil sur l'assassinat de Marielle Franco, puis l'arrestation de Lula :

Marielle Franco, Présente !

Le 14 mars, Nous avons appris la triste nouvelle de la mort de la camarade Marielle Franco, et de son chauffeur, le camarade Anderson Pedro Gomes ; elle était conseillère municipale du PSOL de Rio de Janeiro, elle combattait en défense des travailleurs pauvres et noirs des favelas de Rio, et donc au compte de toute la classe ouvrière brésilienne, et Anderson était un travailleur au chômage, qui régulièrement lui servait de chauffeur.

C'est le fruit de l'invasion militaire des quartiers qui ont besoin des services publics les plus essentiels, comme une éducation de meilleure qualité, avec des écoles plus récentes en plus grand nombre. Des hôpitaux et une politique de santé publique pour les habitants, le droit à la culture, à des transports publics, à un métro qui soit implanté dans les périphéries et pas seulement dans les quartiers de la classe moyenne.

C'est ainsi qu'il revient à la direction du PT, de la CUT, et de tous les partis et syndicats du mouvement ouvrier d'exiger le retrait immédiat des troupes de la ville de Rio. Le fait que les munitions qui ont servi à assassiner proviennent d'un lot destiné à la police militaire, démontre le risque que la population de Rio soit victime de cette violence. L'assassinat est le fruit de la militarisation d'une police raciste, dont le but principal est de défendre la propriété privée au détriment de la vie humaine.

Le gouvernement Temer par sa politique, et notamment la décision de l'intervention militaire est l'unique responsable de cet assassinat.

Nous, Combattre pour le socialisme, nous solidarisons avec les camarades du PSOL, avec la famille de Marielle Franco, et nous savons qu'elle sera toujours présente aux côtés du prolétariat.

Nous affirmons qu'il faut que tous les partis et syndicats du mouvement ouvrier constituent un front unique pour se diriger sur Brasilia et exiger

- la fin immédiate de l'intervention militaire à Rio de Janeiro
- Dehors Temer ! Pour un gouvernement du front unique des organisations ouvrières.

15 mars 2018.

Liberté pour Lula, pour cela :

**il faut imposer la constitution du front unique des partis et syndicats du mouvement ouvrier, en particulier du PT et de la CUT, autour cette revendication et affronter le gouvernement Temer.
Le PT a le droit de présenter le candidat de son choix.**

Le tribunal suprême fédéral a décidé de mettre à exécution la condamnation de Lula pour corruption à plus de douze ans de prison. Cette condamnation provenant du cœur de l'appareil judiciaire, dans une bourgeoisie corrompue jusqu'à la moëlle, est en réalité une manière d'écarter le candidat du PT pour la prochaine élection présidentielle du mois d'octobre, dont tout indique qu'il est le candidat qui avait le plus de chance d'être élu. La décision d'incarcération a été précédée par les sinistres déclarations du chef de l'armée de réserve brésilienne, qui avait déclaré que si le tribunal maintenait Lula en liberté, il n'y aurait plus de doute que « le seul recours serait une réaction de l'armée. Tel est le devoir de l'armée, rétablir l'ordre. » Un des procureurs de l'affaire Lava jato (lavage express), avait même annoncé vouloir se mettre en grève de la faim tant que Lula n'entrerait pas en prison.

L'origine de cette décision n'est donc en rien la justice, mais les nécessités de la bourgeoisie brésilienne, face à la crise économique, face à sa propre crise politique. Il faut à tout prix éviter que le candidat du PT ne gagne la prochaine élection présidentielle, et ne pose par sa victoire la question d'un gouvernement sans représentants de la bourgeoisie. À l'ordre du jour le renforcement des pouvoirs de l'appareil d'État. C'est la même logique à l'œuvre depuis le renversement de Dilma Roussef, en finir même avec les gouvernements de collaboration de classe vertébrés par le PT. C'est la même raison qui a fait que Temer a décidé de l'intervention militaire à Rio, dont le but est de préparer le terrain à une vague de réaction générale pour tout le pays, de donner les pleins pouvoirs au prochain gouvernement pour réprimer et faire passer sa politique anti-ouvrière. À ce titre l'assassinat de Marielle Franco est le pur produit de cette politique. Briser la résistance du prolétariat, qui continue à se battre comme le montrent les enseignants de l'État de São Paulo qui sont en lutte contre la réforme des retraites préparée par le gouverneur Doria. Former l'unité autour d'un pouvoir fort, défendant les intérêts de la classe dominante brésilienne et de l'impérialisme, et éviter que de nouveau il n'y ait pas de majorité pour adopter les mesures nécessaires au capital. Telles sont les axes de cette politique.

La politique de conciliation de classe de la direction du PT est en partie responsable de la situation. Cinq des six juges qui ont décidé l'incarcération de Lula ont été nommés par... Lula ou Dilma Roussef eux-mêmes. Depuis des mois, la direction du PT a continué à mener cette politique désastreuse de coalition avec des partis bourgeois, un « front de gauche » qui regroupe plusieurs partis bourgeois a été constitué en février. De même le PT n'a pas exigé la levée de l'intervention militaire à Rio, qui constitue pourtant le laboratoire du tournant autoritaire de la politique de Temer au compte de la bourgeoisie brésilienne. Il faut rompre avec cette politique pour pouvoir effectivement permettre à Lula de rester en liberté et de se présenter à l'élection présidentielle, puisque le PT en a fait son candidat.

Les dirigeants du mouvement ouvrier doivent constituer un front unique, regroupant partis, syndicats, principalement ceux du PT et de la CUT, derrière la revendication suivante : droit du PT à présenter le candidat de son choix, afin de permettre des élections non truquées. Liberté pour Lula et levée de toutes les poursuites judiciaires à son égard.

Les dirigeants du mouvement ouvrier doivent appeler et organiser une manifestation centrale à Brasilia pour affronter le gouvernement Temer et le chasser afin de faire respecter les droits démocratiques essentiels. Ils doivent exiger l'arrêt de l'intervention militaire à Rio.

Dehors Temer !

Pour un gouvernement du front unique ouvrier.

Publié le 15 avril 2018

Communiqué du Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire,
pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire publié le 28 avril 2018

Le gouvernement Netanyahu-Lieberman organise le massacre des manifestants à Gaza :

Halte au massacre du peuple palestinien ! À bas l'État d'Israël !

Depuis le 30 mars, vendredi après vendredi, l'État d'Israël procède au massacre méthodique de manifestants palestiniens désarmés dans la bande de Gaza. Les victimes de ces meurtres planifiés se comptent d'ores et déjà par dizaines, incluant un enfant ; s'y ajoutent des centaines de blessés.

Il n'y a aucune équivoque : le « droit » des soldats israéliens de tirer à balles réelles sur des « lanceurs de pierres » a été voté par le Parlement israélien dès 2015. Les soldats placés face aux manifestants par le gouvernement Netanyahu-Lieberman sont des tireurs d'élite. La consigne de faire usage de balles réelles a été

annoncée publiquement par le chef d'État-major de l'armée israélienne 3 jours avant la première manifestation.

« *Bravo à nos soldats* », a scandé Netanyahu dès les premières tueries. « *Israël a défendu son armée qui, selon elle, a tiré contre des manifestants lançant des pierres et des cocktails Molotov sur les soldats, ou tentant d'endommager la clôture et de s'infiltrer en Israël.* » détaille l'AFP le 31 mars. Pour Israël, la vie d'un Arabe vaut moins qu'un morceau de grillage. Comment ne pas y voir un concentré de la nature raciste et coloniale de cet État ?

Une nouvelle étape dans la mise en place d'un plan clair : en finir avec le peuple palestinien

Rien n'est accidentel ou improvisé dans ces tueries. Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, l'État sioniste a trouvé à Washington un point d'appui qui lui permet d'annoncer sans fard ses objectifs fondamentaux : en finir avec toute revendication nationale du peuple palestinien, briser toute velléité de résistance de ce dernier, ne laisser place qu'à « un seul État » comme l'a déclaré Trump lui-même dès janvier 2017 – l'État d'Israël. En juillet 2017, c'étaient les palestiniens de Jérusalem-est, évincés à petit feu de leur capitale, qui se trouvaient sous le feu de la répression : cela en prévision du déplacement annoncé de l'ambassade américaine à Jérusalem, reconnue « capitale éternelle d'Israël » par Washington. Depuis, les provocations et la répression la plus féroce contre le peuple palestinien n'ont cessé de se développer. L'extension des colonies dans toute la Cisjordanie a été programmée.

À Gaza, minuscule territoire où s'entassent aujourd'hui 1,3 millions de réfugiés sur deux millions d'habitants, les plans du gouvernement Netanyahu-Lieberman prennent

toute leur dimension : déjà meurtrie et ravagée par deux opérations militaires en 2009 et 2014, privée d'accès au monde extérieur par Israël et l'État égyptien, rationnée en eau potable et en électricité, la population de Gaza doit être littéralement emmurée vivante par des « travaux d'infrastructures de défense » financés par Israël d'ici la fin de l'année.

Aux yeux de Netanyahu-Lieberman, le prétendu « processus de paix » ne présente plus aucune utilité... parce qu'il a parfaitement rempli son rôle : le désarmement politique et militaire du peuple palestinien. 70 % de la population palestinienne totale est aujourd'hui constituée par les réfugiés entassés dans des camps hors de Palestine ; l'immense majorité des Palestiniens vivant en Palestine s'entasse sur moins d'un quart de sa superficie. Et les tueries de ces dernières semaines ne sont qu'une étape dans un plan d'ensemble : déjà, les appels à une nouvelle intervention militaire à Gaza retentissent de plus en plus fort.

Le peuple palestinien : isolé, désarmé, placé le dos aux murs

Si, pour Netanyahu, les tueries organisées à Gaza ont valeur de test, le test est aujourd'hui concluant : en Jordanie, la police a été largement déployée dans la capitale pour interdire que les manifestations de soutien soient centralisées ; en Égypte, où la dictature militaire a été pleinement rétablie sous la tutelle de Washington, il n'est pas même question de manifester ; en Cisjordanie, l'« Autorité palestinienne » autorise les manifestations... sous réserve qu'elles se tiennent à distance respectueuse des lignes tracées par Netanyahu.

Ainsi, lorsqu'ils sortent leurs armes, les dirigeants issus des organisations nationalistes palestiniennes, désormais tenants d'une « Autorité palestinienne » en lambeaux, le font pour « protéger » l'État d'Israël. Voilà les fruits

pourris des accords de Washington/Oslo, du « processus de paix » qui a conduit les dirigeants de l'OLP à reconnaître Israël en contrepartie d'un statut d'administrateurs et de policiers dans des lambeaux de terre palestinienne toujours davantage réduits par la colonisation.

À Gaza même, le Hamas qui « soutient » les manifestations veille surtout à ce que les manifestants soient livrés en pâture, sans protection, aux bouchers chargés de les abattre. Il faut le dire : face à cette offensive déterminée et continue du gouvernement Netanyahu-Lieberman, le peuple palestinien est aujourd'hui littéralement démuné, désarmé, voire disloqué à un niveau sans précédent depuis 1948.

En France : la responsabilité des dirigeants issus du mouvement ouvrier est posée

Mais avant toute autre chose, l'État d'Israël est aujourd'hui fort du soutien des puissances impérialistes dans leur ensemble. Que Washington coupe court aux gesticulations de telle ou telle délégation de l'ONU au sujet d'Israël ne constitue, à cet écart, qu'un détail : l'ONU, qui a porté l'État d'Israël sur les fonds baptismaux, et toutes les puissances impérialistes qui la dirigent sont indéfectiblement alliés à l'État sioniste. Aucune aide au peuple palestinien ne viendra d'eux : au contraire, pour venir en aide au peuple palestinien, leur soutien et tous leurs liens avec Israël doivent être dénoncés, combattus et brisés.

Mais que réclame L'Association France Palestine de Solidarité (AFPS) dont sont membres nombres de responsables syndicaux ? « *La France doit exiger l'arrêt immédiat de toute utilisation d'armes de guerre contre les manifestants désarmés, la levée immédiate du blocus de Gaza, l'évacuation des blessés. Elle doit immédiatement envoyer une mission d'assistance et d'évaluation à Gaza et prendre des sanctions contre l'État d'Israël, par l'arrêt immédiat de toute coopération militaire et la demande de suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.* » (communiqué du 24/4). Encore et toujours, les mêmes suppliques égrenées comme un

chapelet depuis plus de 20 ans : la soumission totale au gouvernement Macron-Philippe... qui soutient quant à lui totalement l'État sioniste et instrumentalise, en France, l'épouvantail du « nouvel antisémitisme » pour fustiger les travailleurs et la jeunesse issus de l'immigration !

En près d'un mois, aucune manifestation de soutien au peuple palestinien n'a été convoquée à Paris. Quand de telles initiatives ont eu lieu ailleurs en France, elles sont restées confidentielles. C'est aux dirigeants des partis et organisations issus du mouvement ouvrier (PS, PCF, CGT, FO, FSU...), qu'il appartient de prendre en charge ce combat. Entre l'opprimé et l'opresseur, ils doivent se prononcer : **inconditionnellement aux côtés du peuple palestinien ! À bas l'État d'Israël !**

Il importe de s'organiser, de se regrouper, d'agir pour qu'elles se prononcent dans l'urgence : **Halte au massacre du peuple palestinien !** Il faut exiger d'elles qu'elles convoquent à Paris une **manifestation massive à l'ambassade d'Israël** sur ce mot d'ordre.

Ainsi serait ouverte la voie à l'organisation, sous leur impulsion, d'un véritable boycott d'Israël à tous les niveaux – économique, diplomatique, scientifique, militaire.

★

Prenez contact ! A.E.P.S.
<http://socialisme.free.fr>